CONTRIBUTIONS
AU DIALOGUE SOCIAL / 48

Les valeurs sociales chrétiennes cultivées par les syndicats et les organisations de travailleurs européens

36 modules permettant de mieux associer valeurs sociales chrétiennes et travail syndical – Les leçons de la pandémie

Avec le soutien financier
de l'Union européenne

Le présent texte restitue exclusivement l'opinion de son auteur. La Commission européenne ne peut être tenue responsable de l'usage susceptible d'être fait des informations qu'il contient.

La publication a été élaborée et contrôlée avec soin. Néanmoins, tous les contenus sont fournis sans garantie. Toute responsabilité des contributeurs ou de l'EZA découlant du contenu de cet ouvrage est exclue.

MENTIONS LÉGALES

Éditeur : Centre européen pour les travailleurs (EZA), Königswinter
www.eza.org
Auteur : Andreas Gjecaj
Traduction : Stefanie Becker
Mise en page et composition : HellaDesign, Emmendingen,
www.helladesign.de
Illustration : © Klaus Puth, Mühlheim/Main, www.klausputh.de
Impression : Druckerei Eberwein, Wachtberg-Villip
État : mars 2022

TABLE DES MATIÈRES

En guise d'introduction **5**

Préface **6**

Section 1 : VOIR **9**

Module 1 : Une fresque ancienne 9
Module 2 : Crise climatique et guerre 10
Module 3 : Dénigrement de la réalité 12
Module 4 : Pâques 2.0 13
Module 5 : Nouvelle normalité 15
Module 6 : Sortir de la crise 16
Module 7 : L'ère post-vérité 17
Module 8 : Sous l'œil du microscope 18
Module 9 : Une société viable 19
Module 10 : Claudia 20
Module 11 : Une société divisée 21
Module 12 : L'enfant Jésus 22

Section 2 : JUGER **24**

Module 13 : Qu'entendons-nous par « doctrine sociale chrétienne » ? 24
Module 14 : La « question sociale » 26
Module 15 : Dialogue 27
Module 16 : Feuille de route de la doctrine sociale – Introduction 29
Module 17 : Priorité à l'être humain 30
Module 18 : Bien commun 31
Module 19 : Partage équitable 33
Module 20 : Subsidiarité 34
Module 21 : Démocratie vivante 35

Module 22 : Solidarité 37
Module 23 : Durabilité 38
Module 24 : Feuille de route de la doctrine sociale – Conclusion 39

Section 3 : AGIR 43
DEVENIR PLUS NUMERIQUE : l'avenir du travail à l'ère de l'information 44
Module 25 : La révolution numérique 45
Module 26 : Questions centrales de la numérisation 47
Module 27 : Champs d'action de la numérisation 48

DEVENIR PLUS VERT : l'économie de marché éco-sociale comme modèle d'avenir 51
Module 28 : Crises dangereuses 52
Module 29 : Trouver un nouvel équilibre 55
Module 30 : Opportunités liées au changement climatique 57

DEVENIR PLUS SOCIAL : famille et conciliation de la vie professionnelle et familiale 59
Module 31 : Les familles en crise 59
Module 32 : La famille comme lieu d'apprentissage 60
Module 33 : Politique familiale chrétienne-sociale 60
Module 34 : Réseau international – EZA 63
Module 35 : La dimension sociale-chrétienne en tant que marque 64
Module 36 : La paix 67

Postface 69

A propos de l'auteur 71

Bibliographie 72

EN GUISE D'INTRODUCTION

Chers lecteurs, chères lectrices,

Plus que tout autre événement survenu depuis la Seconde Guerre mondiale, la pandémie de Covid-19 a bouleversé le monde entier et a complètement changé notre vie en Europe à un degré que la plupart d'entre nous, même dans des scénarios de science-fiction, n'auraient sans doute jamais imaginé.

En qualité de citoyens et citoyennes européens, nous en avons ressenti les effets sociaux et économiques malgré toutes les mesures de soutien. Les démarches prises ont souvent été critiquées pour leur manque d'équité et d'efficacité. La pandémie a considérablement affecté la santé mentale de toutes les tranches d'âge. La confiance dans les institutions a chuté de manière dramatique. Dans le même temps, nombreux sont ceux qui se sont demandé, à juste titre, si la pandémie offrait la possibilité de changer fondamentalement notre système social et économique.

Andreas Gjecaj, secrétaire général du groupe des syndicalistes chrétiens (FCG) au sein de la Confédération autrichienne des syndicats (ÖGB), a, sous l'angle d'un syndicaliste et sous la perspective des principes de la doctrine sociale chrétienne, examiné notre époque actuelle, examen résultant en 36 « modules ». Il a ainsi essayé d'esquisser une méthode pour que les valeurs sociales chrétiennes puissent aussi nous servir d'orientation aujourd'hui pour que nous ne laissions pas passer la chance d'une véritable « nouvelle normalité ». Au nom de l'EZA, il mérite un grand merci pour cela.

Sigrid Schraml

Secrétaire générale de l'EZA

PRÉFACE

« Notre époque est détraquée ! » (William Shakespeare, Hamlet)

En ce début de XXIe siècle, il semble que de plus en plus de gens, dans le monde et en Europe, se rendent compte que le monde n'est plus ce qu'il était dans notre enfance. Et, plus encore : il ne sera plus jamais comme avant ! On a presque l'impression que les crises toujours plus fréquentes ne sont plus des exceptions au « monde normal », mais la nouvelle normalité.

On voit se multiplier les tentatives de déchiffrer notre présent et, surtout, notre avenir : on parle de l'ère du numérique, de la mondialisation qui transforme notre monde en un village, de l'intelligence artificielle ou des réalités virtuelles... Sauf que chaque description ne fait que susciter une nouvelle confusion.

Et, pourtant, notre vie continue. En ce début de troisième millénaire, les syndicats et autres organisations de travailleurs continuent de défendre les intérêts de leurs membres, de lutter pour les droits des travailleurs et travailleuses et, par la négociation dans le cadre du dialogue social, d'instaurer un équilibre qui sera garanti par des conventions collectives.

Le Centre européen pour les travailleurs (EZA) organise chaque année de nombreux séminaires dans toute l'Europe, ce qui renforce le « dialogue social » en tant qu'élément fondamental du « Socle européen des droits sociaux » ainsi que la capacité d'agir des organisations membres. Depuis plus de 35 ans, un réseau s'est ainsi tissé dans toute l'Europe.

Toutes les organisations membres de l'EZA ont pour dénominateur commun le fait qu'elles se définissent elles-mêmes comme indépendantes vis-à-vis des partis politiques et sont axées sur les valeurs. Le « fonds de valeurs » commun sur lequel reposent les syndicats et autres

organisations de travailleurs en tant que membres de l'EZA est l'alignement sur la « doctrine sociale chrétienne » – indépendamment de toutes les divergences avec lesquelles l'on vit et exprime dans les différents pays.

Lors d'un séminaire de l'EZA en Espagne au printemps 2022, il a été constaté que les « valeurs sociales chrétiennes » paraissaient démodées à deux égards : premièrement, dans la compétition internationale – qui nous concerne tous en raison de la mondialisation de l'économie – la concurrence et la compétitivité on le dessus. Celui qui se réfère à des valeurs a déjà perdu, tel semble être le credo du XXIe siècle. Deuxièmement, les syndicats sont censés défendre en exclusivité les intérêts de leurs membres et les philosophies ou religions tel le christianisme sont assimilées à des « affaires privées » qui n'auraient rien à faire dans le monde du travail moderne.

De nombreuses organisations membres de l'EZA, entre autres la Krifa (Kristelig Fagbevægelse) et l'Organisation mondiale des travailleurs (WOW, World Organisation of Workers), se sont résolument opposées à une telle vision du monde, estimant que « les syndicats sont motivés et inspirés par leurs valeurs. Ce sont elles qui forment le socle de leurs structures. Avoir des valeurs bien précises sert de motivation et inspiration pour les activités. Au cours des dernières décennies, il est devenu clair qu'il est très difficile pour les syndicats d'adapter leurs activités et leurs stratégies à ces valeurs. » (Valence, 2022)

La présente brochure de l'EZA ne décrit pas seulement nos valeurs sociales chrétiennes sur le plan théorique, mais veut promouvoir une pratique syndicale dans laquelle les actions et les valeurs concordent et les valeurs sont vécues ! Pour ce faire, le texte suit la méthode « VOIR – JUGER – AGIR » telle qu'elle a été développée et pratiquée au XXe siècle par le prêtre ouvrier belge et futur cardinal Joseph Cardijn.

Nous avons délibérément privilégié des textes courts qui, en tant que « modules », constituent une invitation permanente à mettre la main à la

pâte, à considérer telle ou telle pierre comme un « outil » et à participer à la construction de l'édifice commun. Dans un dossier sur le thème « chantier : doctrine sociale », le père Alois Riedlsperger, alors directeur de l'Académie sociale catholique d'Autriche, écrivait : « Plus que jamais, on prend conscience que le chantier de tous est un seul monde – et la question de l'avenir est de savoir si l'on réussira à construire un monde habitable pour toute l'humanité. »

Section 1 : VOIR

Suivant l'approche en trois temps de Joseph Cardijn, VOIR signifie qu'à l'aube du troisième millénaire, l'humanité est confrontée à d'énormes défis. Avant que la « doctrine sociale chrétienne » ne donne une réponse – peut-être hâtive – aux questions urgentes du présent et de l'avenir, il est nécessaire d'y regarder de plus près. Il faut analyser et prendre conscience des situations d'injustice, des états et structures de la société qui contredisent la volonté de justice résolue du message biblique. Quand la dignité humaine et les droits humains sont bafoués et les conditions sociales et politiques restreignent voire détruisent la vie dans des conditions dignes de l'homme, nous devons agir.

MODULE 1 : Une fresque ancienne

Sur le mur extérieur sud de la cathédrale de Graz, la capitale de l'état fédéré de Styrie en Autriche, se trouve le « Landplagenbild » [L'image des fléaux], une fresque de Thomas von Villach qui date de 1485 et est intégrée au crépi extérieur de l'église. La Styrie était alors en situation de misère grave et en proie à trois catastrophes représentées en images : la peste, les sauterelles et les guerres austro-turques. En d'autres termes : la pandémie, l'environnement et la guerre. Dans sa publication intitulée « Wirkliches, Wichtiges, Vergängliches » [Les choses réelles, essentielles et éphémères], le Prof. Dr. Manfred Prisching, sociologue à l'université de Graz et membre de l'Académie autrichienne des sciences, a réfléchi à cette image en mars 2022 : réflexions au sujet des pandémies, de l'environnement et de la guerre !

L'expérience existentielle est la même un demi-millénaire plus tard : trois menaces fondamentales pour l'existence humaine. Ces menaces sur la vie avaient quelque peu échappé à notre conscience.

Première réflexion : « Les humains ont des corps. Ils ne sont qu'une espèce qui lutte pour sa survie, comme les autres. La plupart du temps, nous réussissons à refouler le caractère banal du corps humain, tout comme la mort ; les corps sont une affaire de bien-être et de beauté, de médecins et de pilules. Après tout, nous sommes une société de progrès et de connaissances. Prolongation de la vie. Augmentation de l'être humain. Des progrès dans la lutte contre le cancer. Une vie presque éternelle. Nous n'avons plus grand-chose à voir avec le caractère éphémère de la vie, que la croix de cendres du mercredi des Cendres (début du Carême) est censée rappeler. Mais nous assistons alors à l'apparition d'un tout petit virus que nous ne parvenons pas à maîtriser, mais que nous combattons pendant un certain temps avec les méthodes de la fin du Moyen-Âge. Jusqu'à ce moment, les épidémies étaient locales et lointaines : la maladie à virus Ebola en Afrique. Cela ne se produit pas chez nous. C'est pourtant arrivé. Nous n'avons pas encore surmonté la menace sanitaire. Le passage de l'épidémie à l'endémie ne signifie pas la banalisation du problème, mais le message de la défaite : nous abandonnons la lutte. La chose reste, elle est pour l'instant relativement pacifique, mais elle peut à tout moment se muer en tueur de masse. Nous n'échappons pas à l'évolution. La plupart des gens l'ont perçu, après tout, la souffrance et la mort ont fait la une des journaux télévisés tous les soirs. Mais beaucoup s'efforcent de l'oublier le plus vite possible. »

MODULE 2 : Crise climatique et guerre

Le professeur Prisching décrit ainsi les deux autres menaces fondamentales qui pèsent sur notre existence :

Deuxième réflexion : « L'environnement est le fondement de l'existence. Nous avons longtemps refoulé la banale dépendance à l'habitat ; le monde et ses ressources semblaient infinis. Certes, des études ont déjà calculé des pénuries depuis des décennies, mais cela aussi semblait lointain (dans le temps) : la raréfaction n'arrivera qu'un jour. Des apocalypses

du futur. Mais, un jour, on commence à s'en rendre compte : le réchauffement climatique, les phénomènes météorologiques extrêmes, la pollution des mers – la palette complète. Depuis peu, mais depuis peu seulement, la durabilité est sur toutes les lèvres. On décide rapidement de se lancer dans le « siècle vert » avec du vent, du soleil, de l'eau et des appareils électriques. (Sans le gaz russe, il ne nous reste de toute façon pas d'alternatives.) Mais le rapport à la réalité reste freiné. Car, pour le moment, les voitures électriques fonctionnent essentiellement avec de l'électricité fossile supplémentaire ; le problème du stockage de l'énergie éolienne et solaire n'est pas résolu ; les lignes à haute tension ne sont pas nombreuses ; et, à l'échelle planétaire, la consommation globale d'énergie fossile va au minimum doubler au cours des prochaines décennies. Ce sera en réalité un « siècle noir ». Mais les efforts ont au moins été mis en route, et ils vont (pour la plupart) dans la bonne direction. Seule la proclamation selon laquelle la transition sera une situation gagnant-gagnant pour tous est un vestige irréel de temps meilleurs et conduit, dans les détails, à des tentations illusoires : la protection climatique n'est possible que si personne n'est mis à contribution. »

Troisième réflexion : « La guerre est la normalité. L'Europe actuelle était une anomalie historique. Trois quarts de siècle de paix et de prospérité (à l'exception des guerres des Balkans) constituent, si l'on regarde l'histoire, une bizarrerie, une exception historique qui ne pouvait pas durer encore des décennies. Le simple fait que les empires s'effondrent, comme nous le voyons en ce moment, augmente la probabilité de guerres. L'Europe a cru sans faillir à sa rhétorique du ‹ plus jamais ça ›, tout en s'offrant le luxe de la fragmentation et de la dispersion. Les Etats-Unis sont devenus une démocratie endommagée, ce qui sape la position de tout l'Occident. La perception extérieure des États européens était : douteuse, incapable d'agir, moralisatrice, incapable de prendre des décisions. Et, sur le plan militaire, ils ne pèsent rien. Dans les calculs de la realpolitik, il s'agit d'une situation que l'on met à profit.

La normalité de la guerre est ainsi revenue. La guerre de Poutine est arrivée plus vite que prévu. Chez Poutine, la conception de l'histoire et du pouvoir (‹ l'empire ›), la métaphysique (la ‹ sainteté › de la culture russe) et la logique des services secrets (le mensonge, la répression, le meurtre sont des ‹ instruments ›) se combinent de manière contradictoire. L'Occident a du mal à accepter ce type de pensée, mais il est d'autant plus facile de se démarquer de cette pensée qu'elle apparaît clairement. Ce n'est pas non plus la pensée de ‹ l'Orient › : nous admirons l'héroïsme de ceux qui prennent les armes dans leur pays et de ceux qui protestent auprès de l'agresseur, sachant qu'ils seront immédiatement arrêtés. En Occident, au lieu de la désunion et de l'hésitation, il y a, du moins pour le moment, une unité et une force inattendues parmi les pays occidentaux. La crise peut aussi donner de la force. Dialectique historique : peut-être que Poutine, le ‹ tueur ›, contribue, sans le vouloir, à sauver le monde occidental. »

MODULE 3 : Dénigrement de la réalité

Le résumé des trois images qui font partie de la fresque est une invitation du professeur Prisching à consacrer quelques minutes à une méditation sur le réel, l'essentiel et l'éphémère : « Le dénigrement de la réalité rend faible. Les mondes arabe, russe et chinois ont acquis la conviction que l'Occident est décadent. À certains égards, ils ont raison. Si nous libérons le terme de tout le battage culturel lié au mode de vie, la décadence peut signifier : un état dans lequel nos propres ressources fondamentales et nos préalables à la vie ne sont plus reconnus et préservés en tant que tels ; et dans lequel un ordre social ne peut plus mobiliser une résilience suffisante pour faire face aux crises.

Dans notre cas, il s'agit des défis réels de la pandémie, de l'environnement et de la guerre. On peut fuir ces réalités : le virus est passé ; *sustainability* (= durabilité), cela est quasiment réglé ; en fait, ce n'est pas notre guerre.

Les tendances au déni sont alimentées par les succès. Habitué à une vie dans la prospérité et la sécurité, on a le sentiment d'avoir échappé aux difficultés de la vie. On se perd donc dans les futilités et les banalités, on s'enfouit dans des milieux hostiles, on laisse s'estomper les structures de discernement, la capacité à distinguer ce qui est important de ce qui ne l'est pas. L'incertitude généralisée renforce l'attrait des systèmes de pensée fermés. En fin de compte, seuls les dogmes (et les inconciliables) s'affrontent. On s'éloigne de la réalité.

Peut-être que (seules) les crises peuvent encore nous aider ? Lorsque la capacité d'apprentissage normale d'un système s'est affaiblie, les crises peuvent être les derniers phénomènes par lesquels les problèmes sont transportés dans les domaines de la perception, de la compréhension et du traitement. Peut-être qu'avec les manifestations actuelles des trois dangers fondamentaux que Thomas de Villach a mis en images à l'époque, en l'occurrence la pandémie, l'environnement et la guerre, nous avons affaire à des impulsions suffisamment puissantes pour initier plus de sérieux en Europe. Des éléments d'espoir, de coopération et de volonté d'apprendre existent dans les trois domaines, en tout cas dans la société majoritaire. Le vieil adage selon lequel il ne faut jamais gaspiller une bonne crise s'applique ici. Certains élans d'unité et de prise de conscience devraient être viables au-delà des semaines et des mois à venir. »

Le thème dominant des années 2020 et 2021 a été la pandémie mondiale du coronavirus. Les éléments suivants doivent aider à aiguiser le regard, à analyser le plus précisément possible ce que la pandémie a fait à notre société.

MODULE 4 : Pâques 2.0

Au début du XXIe siècle, « l'ère du numérique » semblait avoir commencé : les liens sociaux dans les familles, les associations, les églises et les États

s'affaiblissaient et, à la place, des essaims grouillants se formaient sur Internet. Les citoyen·ne·s sont devenus des « followers ». Et puis la pandémie du coronavirus est arrivée ! Et, soudain, notre vie a semblé avoir perdu toute validité.

Une infection virale, contre laquelle il n'existait ni médicament ni vaccin au printemps 2020, a tout changé. Comme dans la majeure partie du monde, la vie publique a été paralysée en Autriche. Les rues et les places autrefois animées se sont soudainement vidées, les citoyen·ne·s sont restés cloîtrés chez eux et ont suivi avec attention les conférences de presse du gouvernement.

Y a-t-il eu des événements similaires dans l'histoire de l'humanité ? Dans le livre de l'Exode, la Bible décrit le peuple d'Israël qui, avec l'aide de Dieu, a échappé à l'esclavage en Égypte en s'enfuyant par la mer et en traversant le désert pendant des mois. Rien n'était plus valable, tout devait être repensé. Moïse monta sur le mont Sinaï. Il allait en revenir plus tard avec les dix commandements. Mais le peuple qui attendait grogna parce qu'il ne savait pas s'il reviendrait, ni quand, et il demanda à son frère Aaron de leur montrer un dieu qui puisse les guider. Celui-ci fit ramasser leurs boucler d'oreilles et les fit fondre. C'est ainsi qu'est né le « veau d'or » !

Cette fois-ci, pas de Moïse en vue qui tiendrait entre ses mains les « dix commandements de l'ère de l'information ». Dans le même temps, on voit la confiance des bourses fondre et le prix de l'or augmenter dans le monde entier. Le Carême et Pâques étaient complètement différents en 2020. Le mercredi des Cendres, la croix de cendres sur le front nous rappelle que nous sommes éphémères. Mais le christianisme fête dans la nuit de Pâques que la mort n'a pas le dernier mot, mais la vie. C'est à Václav Havel que l'on doit cette phrase : « L'espoir n'est pas la conviction que quelque chose va finir bien, mais qu'il y a un sens, quelle qu'en soit l'issue ! » En Autriche, la plupart des gens ont dû fêter Pâques seuls – reliés entre eux uniquement par les médias modernes – justement Pâques 2.0 !

MODULE 5 : Nouvelle normalité

En Autriche, il existe une tradition de chanter des chansons en dialecte : « Je n'ai certes aucune idée de l'endroit où je veux aller, mais j'y serai plus vite », chantait en dialecte l'artiste de cabaret autrichien Helmut Qualtinger dans son rôle de « sauvage sur sa moto » dans les années 1950. Après deux guerres mondiales, l'Europe était en ruines et l'Autriche était occupée à se reconstruire. La scène du cabaret politique connaissait un âge d'or. Ce n'est qu'en comparant les deux époques directement que l'on se rend compte à quel point la situation était différente au printemps 2020 – et à quel point toute « rhétorique guerrière » et toute indignation affichée étaient déplacées. Les mesures prises par le gouvernement pour protéger la santé de la population autrichienne ont été efficaces et, pour les sceptiques et les théoricien·ne·s du complot, la comparaison des chiffres démontre la réalité !

Il ne fait aucun doute qu'après les confinements liés à la Covid-19, il faudra faire face à la plus grande crise économique mondiale depuis la Seconde Guerre mondiale. Et la tentation est grande de se précipiter, les yeux baissés, pour rétablir au plus vite la « situation d'avant corona ». « L'homme est un animal routinier et esclave de ses habitudes. Ce n'est pas un hasard si, en médecine, le « changement de mode de vie » est considéré comme la thérapie la plus difficile à mettre en œuvre ! Le théologien viennois Paul M. Zulehner décrit avec un regard acéré l'ambiance générale qui règne dans toute l'Europe depuis quelques décennies : « Nous travaillons à mort, nous nous amusons à mort, et l'amour meurt de plus en plus souvent d'épuisement. C'est la tentative d'atteindre le paradis sur terre. La première caractéristique d'une telle vie est qu'elle devient de plus en plus rapide, car nous voulons atteindre la démesure dans la modération. Mais une telle vie devient de plus en plus fatigante, exigeante, voire accablante. Il n'est pas étonnant qu'une telle vie soit marquée par la peur sous-jacente de ne pas y arriver, de ne pas être à la hauteur dans sa quête du bonheur pour soi. »

« Un autre monde est possible » – tel était un slogan il y a une vingtaine d'années, auquel le mouvement « Fridays for Future » a depuis ajouté l'aspect selon lequel nous n'avons pas de planète B en réserve. Nous devrons donc – à la différence du « sauvage sur sa moto » – décider d'abord dans quelle direction nous voulons aller. La chance de créer une « nouvelle normalité » n'a jamais été aussi grande !

MODULE 6 : Sortir de la crise

Au printemps 2020, personne ne savait encore combien de temps durerait la pandémie du coronavirus ni dans quel délai la médecine et la recherche seraient en mesure de développer un vaccin. Le mouvement cherchant la manière de passer de la crise à une « nouvelle normalité » en s'appuyant sur le fondement de valeurs de la « doctrine sociale chrétienne » était d'autant plus fort.

Si nous nous orientons vers les valeurs de la doctrine sociale, il devient vite évident que notre « way of life » actuelle nous a mis dans une situation de déséquilibre menaçante pour la planète entière. Un marché mondialisé sans règles ne connaît que l'offre et la demande. Si on ne le dompte pas, ce sont des personnes et des sociétés entières qui en pâtissent. Outre l'apprivoisement du marché par un cadre social et écologique, il faut également trouver un nouvel équilibre entre une économie compétitive, un État providence solidaire et la protection de l'environnement. C'est, au fond, notre conception de l'humanité et du monde qui est ainsi remise en question. Dans son livre intitulé « L'économie du bien et du mal », l'économiste et professeur d'université tchèque Tomas Sedlacek explique : « Je n'ai toujours pas trouvé ce dont j'ai envie. » Il décrit notre société comme une société qui, non seulement, ne sait pas comment atteindre le contentement, mais où cela ne serait même pas très souhaitable. Si l'économie perd son objectif, il ne nous reste plus qu'une chose à faire : la croissance – une croissance qui ne connaît rien d'autre qu'elle-même, puisqu'elle n'a pas d'objectif comme référence. Une telle crois-

sance est liée à un sentiment d'absence de but, de sens et de patrie. Sedlacek demande que non seulement les philosophes et les théologien·ne·s, mais aussi les économistes, repensent la question « Qu'est-ce que l'être humain selon nous ? ».

Les moyens de sortir de la crise doivent s'éloigner nettement de notre mode de vie et notre modèle économique actuels, qui ne concernent pas seulement des individus, mais menacent massivement l'avenir de l'humanité. Et ils sont indissociables des questions de sens. Dans son pamphlet sur la crise « Anders denken » [Penser autrement], l'auteur autrichien Reinhard P. Gruber écrit : « Les alternatives sont devant nous, jamais derrière nous ! »

MODULE 7 : L'ère post-vérité

Certaines blagues sont vieilles et ont été racontées il y a 20 ou 30 ans et la plupart des gens en connaissent déjà la chute. Cela ne semble pas être le cas d'un graffiti que l'on trouvait déjà il y a 30 ans sur les murs d'une université américaine : « Je me suis fait mon opinion, épargnez-moi vos faits ! », y était-il écrit à la bombe en anglais *(opinion/facts).*

En ce début de XXIe siècle, il paraît que c'est de plus en plus difficile de distinguer les faits des opinions. Oui, cela pourrait même être l'une des causes de la violence du débat sur la pandémie du coronavirus. Et de l'inconciliabilité des points de vue ! Un autre facteur est la « rhétorique de combat » très en vogue. Il semble qu'il s'agisse de moins en moins de mener une discussion, d'écouter les arguments de l'interlocuteur dans le cadre d'un dialogue respectueux et même d'apprendre ainsi quelque chose les uns des autres. Au lieu de cela, on essaie systématiquement de dévaloriser, de ridiculiser et de dénoncer toute autre opinion. Une telle conduite de la discussion est un obstacle à tout échange d'opinions. Si elle ne tient pas compte de la différence entre les opinions et les faits, mais mélange tout comme dans un « hachoir à viande linguistique » sur-

dimensionné, elle détruit la fonction de pont de la langue entre les êtres humains. Après un accident, il est souvent difficile d'interroger les témoins sur les circonstances. Certains prétendent avoir vu une voiture rouge et une voiture argentée. D'autres pensent avoir vu une voiture bleue. Dans de tels cas, une photographie qui met les faits hors de cause, comme par exemple la couleur de la voiture, est très utile. Même si, dans notre « ère post-factuelle », on pense de plus en plus qu'il ne s'agit que de raconter un récit aussi crédible que possible, le retour aux faits reste important. La reconnaissance commune de la réalité permet des dialogues menés avec respect.

En 1952, Konrad Adenauer, alors chancelier allemand, a déclaré : « J'étais prêt – il faut toujours l'être – à apprendre aussi de mes adversaires politiques ; car chacun de nous a le droit de devenir plus intelligent. »

MODULE 8 : Sous l'œil du microscope

Dans l'état d'exception de la pandémie mondiale du coronavirus, notre société a réagi comme sous l'œil du microscope : les forces et les faiblesses sont apparues en toute clarté. « Cette crise met en évidence la confiance et la méfiance que l'on peut avoir dans les relations, la violence et la tendresse qui caractérisent la vie dans un espace restreint », écrit le philosophe autrichien Konrad Paul Liessmann.

Le sociologue autrichien Manfred Prisching va plus loin en décrivant ainsi le potentiel actuel de l'agressivité : « Pas de colère contre l'un ou l'autre événement – simplement une colère indifférenciée contre tout. À cause de l'impuissance, à cause du surmenage, de sa propre expérience de l'inefficacité et du déficit. La colère s'attache, à travers l'Europe, à des thèmes et devient un anti-mouvement : contre le haut et le bas, contre le virus et les entreprises, contre l'élite et la science, contre les intellectuels et les journalistes, contre la vérité et le mauvais temps ! » Malheureusement, cette ambiance ne semble pas s'arrêter au Parlement, où certaines

interventions sont si pleines d'agressivité que les dommages globaux causés aux milieux politiques dépassent de loin une « petite querelle partisane ».

Heureusement, un microscope ne fait pas de choix, il agrandit tout. Peut-être faut-il simplement y regarder de plus près. Nous avons toutes et tous – et cela semble être valable dans le monde entier – appris énormément de choses en très peu de temps. Pas seulement des termes isolés comme confinement ou « lockdown » et « pandémie », mais aussi le développement d'un vaccin et la manière d'agir dans un monde numérique. Nous en profiterons toutes et tous à l'avenir. La crise a été l'occasion de réfléchir à beaucoup de choses. De nouvelles formes de travail vont continuer à se développer, par exemple le télétravail. En tant que syndicalistes chrétiens-sociaux, nous participerons activement à façonner ces domaines. Ainsi, les premières dispositions légales pour le travail à domicile ont déjà été adoptées en Autriche et dans d'autres pays. Saisissons l'occasion de la première année après le début de la pandémie pour regarder l'avenir avec confiance. La colère et la peur n'ont jamais été de bonnes conseillères – contrairement à la solidarité !

MODULE 9 : Une société viable

Les mesures de lutte contre le coronavirus ont dominé toute l'Europe. La question de savoir ce qui est le plus important fait de plus en plus débat : la liberté personnelle de l'individu ou la cohabitation d'une société qui fonctionne ?

Dans une interview publiée dans le « Kepler Tribune », une publication de l'université de Linz, l'historien et philosophe allemand Philipp Blom raconte : « J'ai un jour parlé devant un groupe de Suisses très riches, tous mécènes du Musée national suisse. Je leur ai demandé lequel d'entre eux pensait que le système économique actuel pourrait encore exister dans 50 ans. Pas un seul n'a levé la main. » C'est pourquoi il appelle à la création

d'une société qui soit viable. Il décrit ainsi le présent : « Nous vivons dans des sociétés sans avenir, un peu comme dans un grand magasin en pleine période de braderies. Tout le monde sait que le magasin est en faillite, mais nous prenons encore ce que nous pouvons. Une société sans espoir plausible, sans perspectives, se décompose de l'intérieur. » Toutefois, le coronavirus n'a provoqué qu'un bref éclair de solidarité au cours des premières semaines. Après un an, le néologisme allemand « mütend » décrit le mélange de fatigue (müde) et de colère (wütend). Le sociologue allemand Ferdinand Tönnies appelle ce scénario l'avancée des « égoïstes pleurnichards ». Les gens, dit-il, sont principalement concentrés sur leurs propres avantages et la consommation, raison pour laquelle ils cherchent toutes sortes d'arguments pour justifier leur irresponsabilité. La journaliste et publiciste allemande Cathrin Kahlweit écrit à ce sujet : « Lorsque les négationnistes du coronavirus parcourent les rues avec une attitude moralisatrice, encouragent l'extrême droite, mettent en danger les autres, produisent des groupements – et se font bien sûr soigner à l'hôpital aux frais de la collectivité, l'engagement volontaire et la bonne volonté ne suffisent pas. » Chaque syndicat veut participer à la construction d'une société viable. Le partenariat et le dialogue constituent des éléments indispensables. Parce que nous ne voulons pas d'une société d'égoïstes, la cohésion sociale est la clé de la viabilité pour les syndicats chrétiens-sociaux !

MODULE 10 : Claudia

« Cela suffit. Et j'en ai assez. De vous et de votre peur et de votre obéissance aux autorités, de la délation et du ‹ je protège les autres › (ah, comme je suis génial...). Non. J'ai une responsabilité, oui, mais seulement pour moi (et bien sûr pour les enfants mineurs), pour mes sentiments, mes pensées, mes paroles et mes actes. Pour mon point de vue ET pour ma manière d'ÊTRE. Cela suffit. » Ce sont les mots d'un membre d'une chorale qui, comme de nombreux groupes pendant la pandémie, cherchait des moyens d'interagir. Dans le groupe WhatsApp de la chorale, l'annonce suivante a suivi : Claudia a quitté le groupe.

Comme s'il était également choriste, le philosophe allemand Richard David Precht s'est penché, dans son livre « Von der Pflicht » [Du devoir], sur la diversité du sentiment de devoir et de responsabilité des humains, et sur le grand flou qui règne chez beaucoup d'entre eux : comment les gens se considèrent-ils comme des citoyen·ne·s ? Que pensent-ils de ce qui leur revient et en quoi voient-ils leur devoir de citoyen·ne ? Et que nous révèle la crise sur l'état de la société à cet égard ? Le mot « devoir », dont l'origine en ancien et moyen haut-allemand est la sollicitude et la garde, la participation et le service à la communauté, désigne un bien précieux de la société. Le devoir est, comme le dit Friedrich Nietzsche, « le droit des autres sur nous ». Avoir des devoirs et être redevable aux autres n'est pas un vestige d'une époque prémoderne. En ce qui concerne le rapport au devoir, la crise du coronavirus apparaît comme une lentille à effet grossissant. Renvoyé à la vulnérabilité biologique et le sort médical, notre comportement devient existentiel. Toute attitude que nous adoptons face au virus n'est donc plus une simple affaire privée. Elle fait partie non seulement d'une éthique de la vie, mais aussi de la vie en commun – et elle est donc une question de devoir et d'obligation. Comment pouvons-nous renforcer notre sens du devoir et de la responsabilité ? Des attitudes dont notre démocratie a un besoin urgent.

Des questions passionnantes, même pour ceux qui se « désengagent » et se rebellent contre les mesures étatiques visant à protéger la santé de tous les citoyens et citoyennes. Mais les Claudia de ce monde liront-elles Precht ?

MODULE 11 : Une société divisée

Avec l'annonce de la « vaccination obligatoire », le gouvernement fédéral autrichien semble avoir écarté le dernier rideau de profonds clivages. L'inconciliabilité des points de vue et la polarisation de la société, qui traverse les familles et les cercles d'amis, donnent l'impression, selon le titre d'un article de journal, d'une « guerre de religion acharnée » entre les vaccinés et les non vaccinés.

« Ce n'est pas parce qu'un gouvernement démocratiquement élu prend des mesures qui ne conviennent pas à certains qu'il s'agit pour autant d'une dictature ! », peut-on notamment lire dans des lettres de lecteurs. Paul M. Zulehner écrit à ce sujet : « Une fois de plus, les défenseurs de la liberté font face aux défenseurs de la justice. Les personnes solidaires avec ceux qui luttent pour leur vie dans les services de soins intensifs s'opposent à ceux qui ne veulent pas renoncer à la liberté de vivre, de travailler et de se former. L'économie se frotte à l'écologie, la vérité à l'infox. » L'inconciliabilité des points de vue et le soupçon mutuel d'être responsable de la situation conduisent rapidement à la violence – linguistique ou physique – ou à la rupture des contacts. Mais ce faisant, nous détruisons les fondements de notre vie. En ce sens, la pandémie du coronavirus est bien plus qu'une crise sanitaire. Il s'agit d'une crise existentielle et d'une menace pour notre vie en commun. En tant que syndicalistes chrétiens-sociaux, nous pouvons apporter notre expérience de la négociation syndicale. Tout dialogue doit se faire sur un pied d'égalité et dans le respect mutuel. Il ne vise pas à « détruire » l'autre. Si nous mettons les émotions de côté, nous pouvons ensemble mettre les faits hors de cause. La psychiatre autrichienne Heidi Kastner déclare à ce sujet : « Chacun a le droit d'avoir sa propre opinion. Mais il n'y a pas de droit à ses propres faits ! » Et un compromis n'est pas une défaite, mais une solution éprouvée au problème.

Or, pour cela, nous devons être prêts à changer d'avis ou, comme le dit l'artiste de cabaret autrichien Klaus Eckel : « Il faut être capable de changer de place dans sa tête ! On surprend le plus son entourage en ne pas répétant les erreurs passées en permanence. Mais je préfère être un chercheur instable qu'un idiot stable. »

MODULE 12 : L'enfant Jésus

« Gloria in excelsis Deo ! », crie l'ange au-dessus de la crèche qui fait la joie de la fête de Noël depuis près de 2000 ans dans le monde entier. Cet appel est-il encore valable aujourd'hui ?

Dans un livre, le philosophe culturel et publiciste allemand Peter Sloterdijk veut « faire parler le ciel » d'un point de vue critique. Il décrit la confusion actuelle des religions dans la modernité. Au milieu du XIXe siècle, la porte de la compréhension du présent s'est entrouverte lorsque deux motifs se sont épanouis : le crépuscule des religions et le crépuscule postrévolutionnaire de la cohésion sociale. Alors que jusqu'au Siècle des Lumières, le christianisme était une partie marquante de la culture européenne, il apparaît pour la première fois à l'époque contemporaine désétatisé et dépolitisé, donc libre. Sloterdijk écrit que le signe clair de la jeune liberté pour la religion est son inutilité surprenante, exaltante, scandaleuse ; elle est superflue comme la musique ; sauf que sans musique, la vie serait une erreur. Chaque personne décide personnellement pour elle-même si elle vit ses quelque 30 000 jours sur Terre par hasard et disparaît ensuite dans le néant ou si elle se sait protégée dans la main de Dieu. Il semblerait presque que la pandémie du coronavirus ait également révélé à quel point la cohésion solidaire, qui comprenait les dix commandements de la tradition judéo-chrétienne comme un fondement de la culture européenne, s'effrite. Mais : « Personne ne peut se sauver tout seul ! », nous rappelle le pape François. C'est pourquoi nous ne devons pas seulement nous demander « qui ou quoi est essentiel pour le système, mais aussi ce qui est essentiel pour l'être humain, pour la vie et pour l'existence », comme l'a expliqué Paul M. Zulehner lors d'une conférence au séminaire de lancement de l'EZA en 2021 à Vienne.

Bien que la commissaire européenne Helena Dalli ait suggéré de remplacer Noël par des « vacances fin d'année », nous voulons, en tant que syndicalistes chrétiens-sociaux, saisir l'occasion de Noël pour faire valoir nos valeurs. Bien que la pandémie du coronavirus ait plongé l'Europe dans de graves turbulences, nous voulons regarder l'année à venir avec espoir et confiance. Fasse que l'appel des anges nous accompagne : « Gloire à Dieu au plus haut des cieux – et paix aux hommes qu'il aime. » !

Section 2 : JUGER

Suivant l'approche à trois étapes de Joseph Cardijn, JUGER veut dire que, pour les syndicalistes et les représentant·e·s des travailleurs chrétiens-sociaux, il ne suffit pas de dénoncer et d'interpréter la situation déplorable des pauvres et des défavorisés. Ils ont également pour mission de juger et former un avis sur les injustices existantes. Un adage dit : « Toute théorie est grise mais vert florissant est l'arbre de la vie. Et on peut ajouter : « Mais sans cette théorie la pratique ou la vie ne peut pas florir ! » C'est pourquoi il faut un guide bien solide. Après la première section, qui a décrit quelques défis du XXIe siècle et nous a invités à voir la situation, la deuxième section porte sur les orientations, comme le font une boussole ou un phare. Il y a longtemps que les Églises n'ont plus le monopole des valeurs et de la morale, mais, à une époque où presque tout est en mouvement, une boussole et un phare peuvent être des institutions très utiles et parfois même salvatrices. Prenant la pandémie mondiale du coronavirus comme point de départ, les modules suivants décrivent pour ainsi dire comme une « feuille de route » les sept orientations de la « doctrine sociale chrétienne ».

MODULE 13 : Qu'entendons-nous par « doctrine sociale chrétienne » ?

La lutte pour la dignité et la liberté de l'être humain traverse l'histoire. Elle était au cœur de la lutte pour la liberté menée par les travailleurs et travailleuses au début de la révolution industrielle. Au XXIe siècle aussi, dans une société postindustrielle, il faut répéter sans cesse, face à la menace d'une économisation globale de tous les domaines de la vie, que « nous sommes des êtres humains avec des droits inaliénables et non pas un capital humain disponible à volonté » ! Pour les syndicalistes chrétiens-so-

ciaux, la doctrine sociale de l'Église représente un fondement solide de valeurs. Selon le premier principe de la doctrine sociale chrétienne, « l'être humain doit être le porteur, le créateur et le but de toutes les institutions sociales ». Les sept principes suivants de la doctrine sociale offrent des repères clairs dans notre travail syndical aujourd'hui et dans un monde futur en mutation :

- **PRIORITÉ A L'ÊTRE HUMAIN :** un monde dans lequel chaque personne, avec sa dignité personnelle et ses droits inaliénables, est perçue comme une « œuvre d'art globale ».

- **BIEN-ÊTRE COMMUN :** une société qui se fonde sur le bien commun et qui permet à toutes et à tous de réaliser leur humanité.

- **DESTINATION UNIVERSELLE DES BIEN DE LA TERRE :** la recherche d'un partage aussi équitable que possible, car la Terre est faite pour tous.

- **SUBSIDIARITÉ :** renforcement subsidiaire des petites unités, comme les familles et les communes, et moins de centralisme.

- **PARTICIPATION ET DÉMOCRATIE :** une démocratie florissante à laquelle les citoyen·ne·s participent activement.

- **SOLIDARITÉ :** solidarité vécue, dans laquelle les personnes se soutiennent les unes les autres dans le cadre d'une « responsabilité mutuelle ».

- **DURABILITÉ :** une civilisation durable en équilibre entre la concurrence économique, la protection sociale et la préservation des ressources vitales.

Les syndicalistes chrétiens-sociaux veulent que l'être humain ne soit pas réduit à sa seule force de travail ou considéré uniquement comme un tra-

vailleur-consommateur. Contrairement à l'idée de la « dictature du prolétariat », nous plaçons la dignité humaine au centre de notre vision du monde. Nos valeurs sociales chrétiennes sont la meilleure base pour une politique syndicale juste.

MODULE 14 : La « question sociale »

Le christianisme est inconcevable sans l'amour du prochain. C'est ainsi que, par exemple, de nombreuses congrégations chrétiennes se sont consacrées, dès leur fondation, au soutien des personnes pauvres, marginalisées et malades. De nombreux hôpitaux, écoles, sans oublier la soupe populaire, ont été pendant des siècles l'expression de l'engagement social des églises chrétiennes. Lorsque, avec les bouleversements de la révolution industrielle, le sort des ouvriers et ouvrières dans les usines devenait la question sociale la plus importante, le pape Léon XIII publia en mai 1891 la première encyclique sociale « Rerum Novarum ». La doctrine sociale chrétienne ainsi établie constitue aujourd'hui encore le fondement des valeurs des syndicats et des organisations de travailleurs chrétiens-sociaux.

Au XIXe siècle, l'invention de la machine à vapeur et les premières usines ont marqué le début de la « première révolution industrielle ». Le passage radical d'une société agricole et artisanale à une société industrielle a engendré l'appauvrissement et l'exploitation de millions d'ouvriers et ouvrières d'usine et elle a créé des divisions et des injustices. La faim, la pauvreté et l'exploitation des travailleurs et travailleuses sont ainsi devenues la principale « question sociale », à laquelle différentes réponses ont été apportées :

- Socialisme : suivant les idées de Karl Marx, la lutte des classes apparaissait comme la principale méthode de remédier à l'injustice dominante. L'objectif du socialisme était d'empêcher une plus grande exploitation et d'atteindre plus de justice par le biais de révolutions.

- Libéralisme : la réponse libérale au défi de la misère sociale a été de mettre l'accent sur la « liberté de l'individu » et de ne tolérer aucune ingérence dans les affaires économiques ou sociales. Selon Adam Smith, une « main invisible » régulerait le marché.

- Réponse sociale chrétienne : la réponse sociale chrétienne peut être identifiée à la lumière de la première encyclique sociale « Rerum Novarum » de 1891. Alors que le socialisme voulait tout maîtriser par le biais de révolutions et que le libéralisme voulait tout « laisser aller », la doctrine sociale chrétienne veut dépasser le déséquilibre social grâce à des valeurs contraignantes.

En tant que syndicats chrétiens-sociaux, nous menons une politique axée sur les valeurs. Nous construisons une société solidaire et prônons le partenariat et le dialogue !

MODULE 15 : Dialogue

La méthode privilégiée – même si ce n'est pas la seule – de notre travail est le « dialogue social ». Celui-ci est désormais inscrit dans les traités de l'UE et est encore souligné dans le Socle européen des droits sociaux.

Malheureusement, à l'heure actuelle, nous devons mentionner explicitement une condition fondamentale à tout dialogue : la paix ! C'est pourquoi nous condamnons fermement toute guerre. Les démonstrations de force militaires et le recours à la violence armée débouchent sur la mort et la misère. Nous ne pouvons résoudre qu'ensemble les problèmes mondiaux d'aujourd'hui. Pour cela, la coopération européenne et mondiale entre les nations est nécessaire dans tous les foyers de crise. La guerre n'est pas une solution !

Pour contrer la tendance à la séparation, nous devons cultiver le dialogue. Cela implique des règles, brièvement citées :

- Disposition au dialogue : là où l'on se parle, il y a de la vie. Celui qui ne cherche pas le dialogue, voire le refuse, se soustrait au dialogue et contribue à l'escalade du conflit.

- Voir les difficultés de la perception : lorsque deux personnes – ou deux parties à une négociation – voient la même chose, ce n'est pas forcément la même chose. Il se peut aussi que la perception soit très différente ou tout simplement mal comprise.

- Le dialogue comme outil approprié : dans tout conflit s'expriment des intérêts et des opinions différents. La manière dont les conflits sont réglés est importante.

- Le dialogue révèle quelque chose : il s'agit toujours d'une rencontre d'égal à égal et de respect pour des points de vue divergents.

- La réconciliation fait partie du dialogue : un terme presque oublié qui est plus qu'un compromis ou une équation des intérêts. Il n'est pas question non plus d'adopter l'opinion de l'autre. Il s'agit plutôt de vivre et de laisser vivre.

L'ensemble de la doctrine sociale chrétienne serait impossible à mettre en œuvre si nous ne partions pas de l'être humain. Si nous ne soulignions pas sa dignité inaliénable et si nous ne nous opposions pas à la notion de « capital humain ». Si nous ne rappelons pas que, dans le dialogue, les hommes et femmes se regardent dans les yeux, se prennent au sérieux et ne cherchent pas seulement une voie non violente de résolution des conflits, mais la pratiquent en permanence. Ainsi, le « dialogue social » n'est évidemment pas le seul outil, mails il est un instrument privilégié de la doctrine sociale chrétienne.

MODULE 16 :
Feuille de route de la doctrine sociale – Introduction

Le printemps 2020 occupera une place particulière dans les livres d'histoire, cela semble acquis. Le coronavirus, contre lequel il n'existait ni médicament ni vaccin immédiatement après son apparition, a paralysé la vie publique dans une grande partie du monde. Dans certains pays européens, on a déploré des milliers de morts. Le gouvernement fédéral autrichien a réagi par un confinement au printemps 2020 et, comme la population a soutenu toutes les fermetures et mesures – avec l'implication exemplaire des partenaires sociaux –, le pire a pu être évité. Mais, pendant des semaines, les entreprises ont été à l'arrêt, les écoles n'ont pas enseigné et les gens ont souffert de restrictions de la liberté de mouvement et d'interdictions de visite. En Autriche, qui compte environ 8,9 millions d'habitant·e·s, plus d'un million de personnes étaient en chômage partiel et environ 600 000 étaient au chômage. Avec une rare unanimité, tous les chercheurs en économie ont parlé de la plus grande crise depuis la Seconde Guerre mondiale. Le souhait le plus ardent pourrait donc être le suivant : créer au plus vite un retour à la vie d'avant qui permette à l'économie de se rétablir, aux élèves de rattraper les cours manqués et à tout le monde de revenir à la normale !

Mais, stop ! Est-ce vraiment ce que nous voulons ? Une vie rapide et bruyante ? Ou plus exactement : toujours plus vite, toujours plus bruyante ? Et revenir ainsi à cette vie que nous avons qualifiée de « normale » jusqu'à présent ? Ou bien prenons-nous le risque de partir avec une « feuille de route » qui comporte aussi des étapes qui nous invitent à réfléchir : découvrons de bonnes choses qui ne font leurs preuves que dans les moments difficiles. Et, en même temps, des choses qui semblaient indispensables jusqu'à présent et qui ne manquent pas du tout.

À Venise, lors du premier confinement de 2020, des poissons nageaient à nouveau dans les canaux ; au détroit d'Istanbul, on voyait des dauphins à la place des pétroliers, et le ciel bleu n'était pas traversé par des avions – autant d'indices de changements possibles. Si nous ne voulons pas revenir « automatiquement » aux anciens schémas, une réflexion commune sera nécessaire sur « ce qu'il vaut mieux garder », comme le dit le titre d'une chanson des quatre chanteurs du groupe a cappella allemand Maybebop. Si nous réfléchissons à l'essentiel, les valeurs que nous, syndicalistes chrétiens-sociaux, puisons dans la « doctrine sociale chrétienne » peuvent être des étapes utiles sur la route vers une « nouvelle normalité » : des valeurs qui comptent vraiment !

MODULE 17 : Priorité à l'être humain

Un monde dans lequel chaque personne, avec sa dignité individuelle et ses droits inaliénables, est perçue comme une « œuvre d'art globale »

Il y a environ 100 ans, Joseph Cardijn a commencé à encourager les apprentis et les ouvriers et ouvrières d'usine en fondant la « Jeunesse ouvrière chrétienne – JOC », en leur disant : « Chaque jeune ouvrière, chaque jeune ouvrier vaut plus que tout l'or du monde ! » Malheureusement, l'histoire européenne a enregistré au siècle dernier deux guerres mondiales affreuses, suivies de la division du continent par le « Rideau de fer », qui n'est tombé qu'en 1989. Celui-ci avait divisé l'Europe entre les personnes qui avaient la chance de vivre dans l'Ouest libre et celles du « bloc de l'Est », auxquelles les dictatures communistes avaient volé leurs opportunités de vie pendant des décennies. Depuis la chute du mur de Berlin, nombreux sont ceux qui affirment que sans le « socialisme réel », une forme de capitalisme axée uniquement sur la maximisation des profits se serait imposée dans le monde entier et, donc, également en Europe. Et voici, avec l'arrivée du coronavirus, il en a été autrement ! De nombreux gouvernements de l'UE ont tiré le frein d'urgence sur les programmes

d'austérité qui prévalaient jusqu'alors dans les budgets nationaux et ont ainsi accordé la « priorité » à l'être humain !

Bien sûr, les règles du jeu de l'économie ne sont pas abolies pour autant et nous aurons à nouveau besoin à l'avenir de budgets équilibrés et de finances publiques ordonnées. Mais lorsque les ministres des finances de l'UE disent littéralement « quoi qu'il en coûte » – parce que la santé et la (sur)vie des hommes ont la priorité – cette première étape de la doctrine sociale n'est pas seulement atteinte, elle est mise en œuvre. Et, à ceux qui commencent déjà à critiquer les coûts engendrés par cette attitude résolue, je réponds qu'il y a des domaines de la vie que nous ne devons pas soumettre au sempiternel calcul coûts/bénéfices de l'économie, que nous devons laisser en dehors de ce « calcul ».

Un exemple parfait est le dimanche, qui nous rappelle chaque semaine que la question de savoir combien cela coûte de ne pas travailler un jour est irrecevable. Si nous pouvons sauver le dimanche dans la « nouvelle normalité », en tant que jour représentant d'autres valeurs que celles qui changent de mains au comptoir, alors nous aurons réussi quelque chose de décisif pour « l'œuvre d'art globale » qu'est l'être humain !

MODULE 18 : Bien commun

Une société qui se fonde sur le bien commun et qui permet à toutes et à tous de réaliser leur humanité

« Ne demande pas ce que ton pays peut faire pour toi – demande ce que tu peux faire pour ton pays », telle est la phrase souvent citée du discours d'investiture du président américain John F. Kennedy en 1961. La crise du coronavirus nous a brutalement plongés dans la zone de contraintes entre l'exercice des libertés et des intérêts individuels et ceux de nos concitoyen·ne·s et du pays tout entier. Bien entendu, la dignité, l'unité et l'égalité de tous les êtres humains impliquent également leur santé. Dans

les pays de l'Union européenne, nous avons décidé de renoncer temporairement aux libertés individuelles afin de protéger la santé, en particulier celle des personnes qui, en raison de leurs antécédents médicaux ou de leur âge avancé, seraient particulièrement menacées par une infection.

De nombreux gouvernements ont choisi ce cap au printemps 2020, la population l'a largement soutenu et a ainsi pris ses responsabilités pour le bien commun. Cela est d'autant plus remarquable qu'à l'aube du XXIe siècle et de « l'ère de l'information », les populations de nombreux pays risquent de perdre le sens et les repères de la réalité. La numérisation semblait plutôt consolider un style de vie qui, par confort, indifférence et insouciance, ne veut plus reconnaître de responsabilité. Mais, face aux défis internationaux que sont la mondialisation, la numérisation, le dérèglement climatique et l'évolution démographique, un bouton « Cliquez ici pour sauver le monde ! » ne suffira pas. La crise a rappelé que la prise de responsabilité est pénible et qu'il semble souvent risqué de sortir de notre « zone de confort ».

Le coronavirus s'est propagé à une vitesse fulgurante dans le monde entier ; le bien commun doit lui aussi être pensé et étendu à l'échelle mondiale et l'on se doit d'aspirer à une forme de mondialisation à visage humain. Pour créer un bien commun universel, dans le respect et la préservation des spécificités historiques et culturelles de chaque pays, une « nouvelle normalité » nécessitera à nouveau un degré plus élevé d'ordre international et des relations plus stables entre les États. L'idée de base pourrait être ici une autre phrase du discours inaugural de Kennedy mentionné plus haut : « Si une société libre ne peut pas aider les nombreux qui sont pauvres, elle ne peut pas sauver les quelques-uns qui sont riches. »

MODULE 19 : Partage équitable

La recherche d'un partage aussi équitable que possible, car la Terre est faite pour tous les êtres humains

La célèbre citation du Mahatma Gandhi « Il y a assez de tout dans le monde pour satisfaire aux besoins de l'homme, mais pas assez pour assouvir son avidité » a prouvé sa validité éternelle lors de la crise du coronavirus. En fait, la « destination universelle des biens » de notre planète est connue comme principe clé de la doctrine sociale. Chaque être humain doit avoir la possibilité de bénéficier des biens nécessaires à son développement. L'environnement naturel et humain, l'eau potable, l'air pur, mais aussi l'accès à l'information, au savoir et à la formation en sont des exemples.

En Europe, nous avons sacrifié le partage équitable des biens au profit de la peur et de l'avidité à au moins deux niveaux pendant la « crise sanitaire » : par les « achats de précaution » de nombreux citoyen·ne·s et par les « interdictions d'exportation » de certains gouvernements. Les États, comme la France et l'Allemagne, qui ont interdit l'exportation de biens médicaux (combinaisons de protection, masques, etc.) doivent se demander ce qui justifie une telle mesure. La santé et la vie des citoyen·ne·s allemands doivent-elles vraiment, en ce début de XXIe siècle et entre Etats membres de l'UE, être plus protégées que celles de l'autre côté de la frontière, c'est-à-dire que les vies polonaises, tchèques ou autrichiennes ? Et, si l'on pense aux rayons vides parce que, dans un mélange de peur et de cupidité, des chariots débordant de conserves, de farine et de papier toilette ont été thésaurisés, il ne reste plus qu'à avoir honte de ce comportement démasquant.

La doctrine sociale nous invite à faire le contraire, c'est-à-dire à ne pas oublier les autres – et en particulier les pauvres. Le pape Saint Grégoire le Grand a écrit à ce sujet : « Quand nous donnons aux pauvres les choses indispensables, nous ne faisons pas pour eux des dons personnels, mais

nous leur rendons ce qui est à eux. Plus qu'accomplir un acte de charité, nous accomplissons un devoir de justice. » Même au plus fort de la crise, la peur n'est pas bonne conseillère. Pour arriver à une « nouvelle normalité », nous devrions adopter un comportement basé sur la confiance mutuelle. Cela implique que les traités conclus doivent être respectés, que nous puissions compter les uns sur les autres et que nous ne perdions pas de vue les pauvres. L'évêque autrichien émérite Johann Weber, du diocèse de Graz-Seckau, décédé en mai 2020, a fourni un modèle avec la phrase finale de son homélie : « La confiance a une plus longue haleine que la peur ! »

MODULE 20 : Subsidiarité

Plus de renforcement subsidiaire des petites unités, comme les familles et les communes, et moins de centralisme

Aussi encombrant et étranger que puisse paraître le mot « subsidiarité », il est pourtant très compréhensible. « L'assistance secourable » (dérivée du latin « subsidium » – aide) est une aide à l'entraide et connaît toujours deux aspects : d'une part, tout ce que les petites unités, telles que les familles et les communes, parviennent à réaliser elles-mêmes ne doit en aucun cas leur être retiré. D'autre part, les grandes unités, comme les États ou l'UE, sont obligés d'apporter leur aide là où les « petits » sont dépassés. Il s'agit d'un exercice d'équilibre essentiel pour notre ordre social. Un ordre social qui doit constamment lutter contre le danger d'un centralisme excessif et qui, en même temps, ne doit pas refuser l'aide nécessaire.

Au printemps 2020, les deux dimensions se sont manifestées lors de la crise sanitaire : dans de nombreuses familles, des qualités jusqu'alors presque oubliées se sont révélées. Avec force et créativité, l'enseignement à distance a été réinventé chaque jour pour les enfants, souvent en plus du télétravail et de l'accomplissement de toutes les tâches ménagères.

Les voisins se sont également rapprochés, ont pris des responsabilités les uns envers les autres et se sont nettement plus occupés des personnes qui sont seules et isolées. Aussi surprenants et positifs qu'aient été ces comportements, la crise a en même temps révélé sans ménagement les faiblesses de l'Union européenne. En effet, la propagation du virus n'a pas parcouru toute l'Europe comme un bulldozer, mais a touché très massivement certaines régions – avec des milliers de morts – et n'en a effleuré que très légèrement d'autres. Il aurait fallu ici une intervention immédiate, avec des médecins, des infirmières et du matériel médical provenant de régions peu touchées et se rendant dans les « hotspots » pour surmonter la crise dans un effort commun. Au lieu de cela, tous les pays membres de l'UE ont apparemment chassé le mot « Union » de leur conscience et ont mis en œuvre leurs propres programmes à l'intérieur des frontières nationales.

Ce que nous devons faire différemment et mieux à partir de ces expériences dans une « nouvelle normalité » est parfaitement évident : nos voisins continueront à se sentir seuls après la pandémie du coronavirus, nos précieuses familles ont besoin d'amour pour vivre et l'UE a besoin de réformes !

MODULE 21 : Démocratie vivante

Revitaliser la démocratie à laquelle les citoyen·ne·s participent activement

« La dimension européenne de la solidarité nous tient particulièrement à cœur. Au lieu de fêter les 25 ans d'appartenance à l'Union européenne et donc une plus grande liberté de rencontre dans l'espace Schengen, nous avons regardé des frontières fermées. La lutte contre la pandémie montre une fois de plus l'importance de notre Europe commune, mais aussi sa fragilité », ont écrit les évêques autrichiens dans leur lettre pastorale pour une « normalité spirituellement renouvelée » à l'été 2020. La démocratie

dépend de la coresponsabilité active des citoyen·ne·s, en tant qu'individus, mais aussi en tant que groupes sociaux comme, par exemple, les partis politiques. C'est pourquoi la prise de conscience démocratique fait partie des grandes préoccupations d'une société libre et auto-responsable, également et surtout d'un mouvement syndical chrétien-social. La crise sanitaire a mis en évidence à quel point le « commun » au sein de l'UE, apparemment garanti par des traités, est peu viable, car – presque par réflexe – les frontières des États nationaux ont été fermées.

Cela est d'autant plus surprenant qu'en ce début de XXIe siècle, les États-nations sont de plus en plus remis en question : d'une part, parce que les défis mondiaux tels que la crise climatique ne peuvent pas être relevés par des États nationaux isolés, mais exigent des solutions continentales, voire mondiales. D'autre part, parce que les « plateformes » numériques – également actives à l'échelle mondiale – transforment les citoyen·ne·s en utilisateurs et en « followers » au moyen de nouvelles dépendances, qui, comme l'écrit le philosophe allemand Christoph Türcke, « se trouvent sur la voie d'une nouvelle société tribale mondiale par le biais d'une allégeance numérique ». Internet a également permis à de nombreuses théories du complot de se répandre à une vitesse fulgurante.

Soixante-quinze ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, la tâche de renforcer la démocratie au sein de l'UE reste immense et l'appel de l'ancien chancelier autrichien Wolfgang Schüssel est plausible : « Nous devons penser l'Europe à une plus grande échelle ! » Si nous voulons veiller à l'épanouissement de la démocratie dans une « nouvelle normalité », nous ne devons pas laisser l'UE se dégrader en un projet de commissaires, mais nous engager en tant que citoyen·ne·s actifs dans une coopération passionnée contre le morcellement nationaliste. Il ne s'agit pas de plus ou moins d'Union européenne, mais d'une meilleure UE !

MODULE 22 : Solidarité

Une solidarité vécue, où les gens se soutiennent les uns les autres dans une « responsabilité mutuelle »

Il est facile de dire que « face au virus, tout le monde est placé sur un pied d'égalité », a déclaré Paul M. Zulehner lors d'une grande rencontre, la « Weizer Pfingstvision », en juin 2020, avant de poursuivre : « Face au virus, tout le monde est placé sur un pied d'égalité. Mais le virus ne touche pas tout le monde de la même façon ! » Il frappe davantage les Noirs américains que les Blancs. La riche Europe peut s'en sortir bien mieux que l'Équateur, en proie à des difficultés économiques. Et le dictateur nord-coréen Kim Jong-un peut prendre son train de luxe privé et se rendre dans une station balnéaire protégée. Mais les personnes entassées dans des camps de réfugiés n'ont pas ces possibilités. Le coronavirus révèle brutalement les injustices qui règnent dans ce « seul monde ».

C'est là que la solidarité est requise, en tant qu'attitude individuelle à portée universelle et, en même temps, en tant que principe structurel de la société, dans laquelle les hommes et femmes se sentent mutuellement responsables. Une solidarité qui encourage à s'engager pour ceux que le virus touche plus que les autres. Compte tenu du fait que la mondialisation nous a rendus voisins depuis longtemps – sans nous connaître ni assumer de responsabilité les uns envers les autres –, cette conception de la solidarité n'est pas une option socio-romantique, mais une stratégie de survie sans alternative. Ou bien la mise en réseau mondiale devrait-elle vraiment se limiter à YouTube et YouPorn ?

La solidarité implique un intérêt résolu et un engagement efficace pour la vie et le bien-être d'autres personnes. Elle est synonyme de justice, source de paix. Le psaume 85 dit : « La justice et la paix s'embrassent ! » Il en va donc de même pour nous et pour tou·te·s les hommes et femmes politiques : au lieu d'invoquer sans cesse la solidarité dans des laïus, il faut prendre des mesures très concrètes qui garantissent plus de justice

– c'est la seule façon de faire évoluer la solidarité. Dans une « nouvelle normalité », nous devons laisser derrière nous la crise sanitaire pour nous laisser contaminer par une « pandémie de solidarité », comme le demande Paul M. Zulehner. Il ne s'agit pas d'un vague sentiment de compassion ou d'une émotion superficielle face aux nombreuses souffrances, mais d'une détermination ferme et constante, d'une attitude. Dans un livre, l'ancien homme politique autrichien Matthias Strolz écrit : « La dernière liberté qui nous reste toujours est l'attitude que nous adoptons face aux circonstances. »

MODULE 23 : Durabilité

Une civilisation durable en équilibre entre la concurrence économique, la protection sociale et la préservation des ressources vitales

« La conversion écologique requise pour créer un dynamisme de changement durable est aussi une conversion communautaire », écrit le pape François dans l'encyclique « Laudato si ». Avant même que la crise mondiale de la Covid-19 ne nous impose à toutes et tous un « répit », le mouvement « Fridays for Future » fondé par Greta Thunberg nous a rappelés les fleuves morts, les forêts amazoniennes défrichées, la pollution dévastatrice des océans, la fonte des calottes polaires, les tempêtes et les inondations et toutes les autres catastrophes climatiques qui se trouvent désormais au centre de l'attention.

De toute évidence, la crise climatique confronte l'humanité au plus grand défi depuis des générations. Notre milieu de vie, notre « maison commune », comme l'appelle le pape François, notre biosphère, est sur le point de s'effondrer. Si nous continuons comme nous l'avons fait jusqu'à présent, notre planète ne pourra plus continuer longtemps, nous n'aurons plus d'avenir. Dans un livre sur les conséquences de la crise sanitaire, trois médecins – Rudolf Likar, Georg Pinter et Herbert Janig – de Carinthie, une région du sud de l'Autriche, ont décrit ainsi la bifurcation à

laquelle nous nous trouvons : « L'humanité peut décider si elle a mérité ce monde et si elle fait demi-tour, ou s'il ne vaut pas mieux dire adieu à cette planète dans un gigantesque soupir afin que les organismes unicellulaires puissent recommencer avec cette grande aventure de la vie. » Si l'avenir de l'humanité est massivement menacé par notre mode de vie et modèle économique, alors une initiation au savoir-vivre social, la socialisation, ne signifie pas devenir humain pour l'individu et avenir pour la société, mais exactement le contraire. Considérant la situation critique de la société humaine, Paul M. Zulehner a formulé un jour : « Il est nécessaire d'ouvrir l'accès à de nouveaux modèles de vie dans l'espoir de changer la société de manière à ce qu'elle ait à nouveau un avenir. »

Dans une « nouvelle normalité », nous devons prendre de l'élan en direction d'une « économie de marché éco-sociale » mondiale, qui cherche et trouve un nouvel équilibre entre une concurrence loyale – qui a lieu dans toute économie de marché –, un cadre réglementaire équitable dans l'État providence et la protection vitale de l'environnement. Ce n'est qu'ainsi que nous passerons d'une « civilisation prédatrice » à une « civilisation durable » !

MODULE 24 :
Feuille de route de la doctrine sociale – Conclusion

Les valeurs de la « doctrine sociale chrétienne » nous ont invités à réfléchir au printemps 2020. Même si apparemment nous nous sommes voués « corps et âme » au système du marché, nous pouvons nous demander où nous voulons aller avec nos cœurs et nos cerveaux. Dans ce contexte, la doctrine sociale offre des orientations précieuses pour une « nouvelle normalité » – pendant et après la gestion des crises.

PRIORITE A L'ÊTRE HUMAIN : Nous devons préserver des domaines que nous ne pouvons pas considérer sous l'angle du calcul coûts-bénéfices

de l'économie, car il s'agit de protéger la dignité humaine. Le repos dominical en est un exemple et un cadeau.

BIEN-ÊTRE COMMUN : La mondialisation ne doit pas s'axer exclusivement sur les exigences économiques, mais doit créer un bien commun universel. Pour cela, il faut des cadres réglementaires internationaux.

PARTAGE ÉQUITABLE : Chaque être humain doit avoir la possibilité de bénéficier des ressources vitales de la Terre. Cela nécessite de maîtriser la peur et l'avidité et de développer la confiance mutuelle.

SUBSIDIARITÉ : De nombreuses familles ont payé un lourd tribut à la pandémie. Pour l'avenir, il faut garantir aux familles un espace de vie économique, social et culturel. Et il faut créer un équilibre social.

DÉMOCRATIE VIVANTE : Pour renforcer la démocratie dans l'Union européenne, nous ne devons pas laisser l'UE devenir un projet de commissaires, mais nous devons nous engager dans la vie politique en tant que citoyen·ne·s actifs.

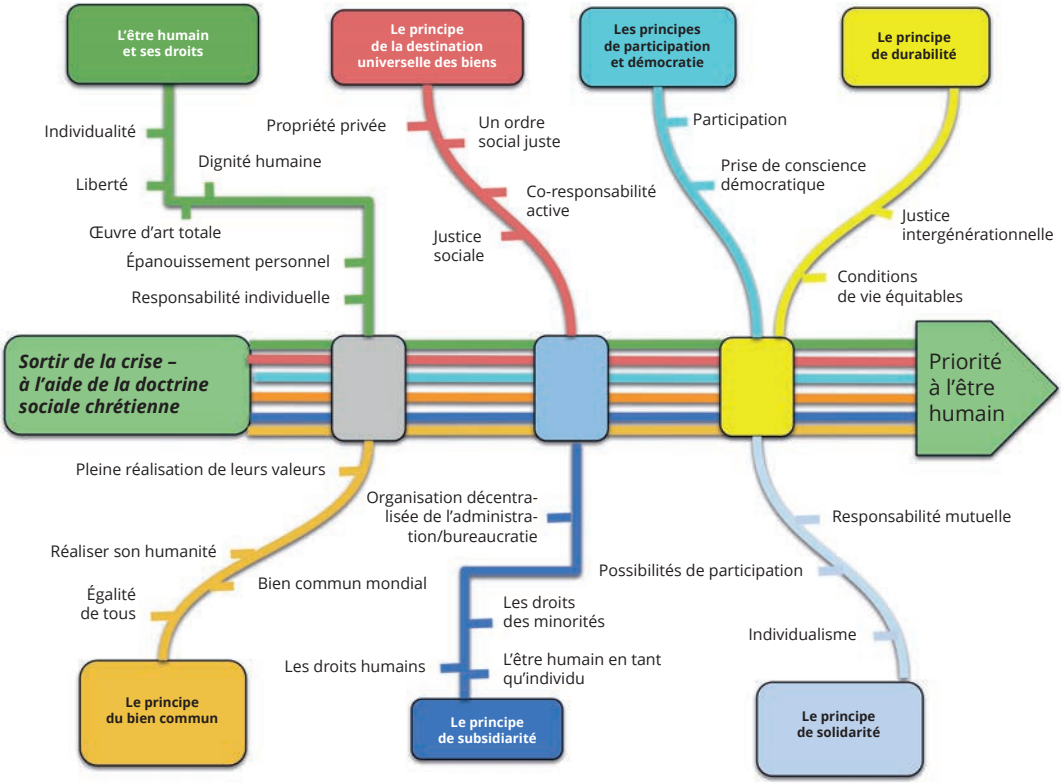
SOLIDARITÉ : La pandémie mondiale, qui a touché des personnes de manière très différente et a mis en lumière l'injustice, doit être suivie d'une « pandémie de solidarité » qui promeuve la justice pour faire évoluer la solidarité.

DURABILITÉ : Pour redémarrer après le creux de la vague économique, au lieu d'un « marché libre », nous devons créer un « marché équitable » qui établisse un nouvel équilibre entre l'économie, l'État providence et la protection de l'environnement.

Chaque réflexion, chaque orientation offre la possibilité d'un changement de cap. Durant la crise, trois déficits sont apparus au grand jour dans notre société : le manque de justice, le manque de communauté et le manque de sens. Mais ces menaces cachent de nouveaux « signes de

vie », que Paul M. Zulehner appelle « traces du ciel ». Il encourage à regarder vers l'avant : « Approfondissez votre vie, quittez la prison étroite de vos peurs et devenez des êtres humains aimant véritablement de manière solidaire ! »

La « doctrine sociale chrétienne », nos valeurs et nos principes, constituent les phares et la boussole de notre politique syndicale. C'est à partir de ce fondement que nous devons trouver de nouvelles réponses pour le XXIe siècle et pour surmonter les crises actuelles. Les défis mondiaux d'aujourd'hui sont nombreux : numérisation, évolution démographique, mondialisation, dérèglement climatique et préservation de la paix et de la démocratie. Pour la mise en œuvre, les syndicats et mouvements de



travailleurs chrétiens-sociaux misent sur l'être humain sa dignité inaliénable, et non sur les idéologies. Nous comptons sur l'engagement des petites unités et non sur l'action de systèmes anonymes. Nous nous engageons pour la coopération parce que nous ne voulons pas d'une société d'égoïstes !

Section 3 : AGIR

En suivant l'approche à trois étapes de Joseph Cardijn, AGIR signifie : les deux sections précédentes (VOIR/JUGER) conduisent impérativement à l'action, à la défense des personnes qui sont privées de leurs droits et de leurs chances de vie. Pour les syndicats chrétiens-sociaux, les valeurs ne doivent et ne peuvent pas servir uniquement à l'embellissement, comme les étoiles dorées sur fond bleu dans une voûte d'église baroque. Ce n'est qu'en agissant de la sorte que l'on peut voir si les syndicats chrétiens-sociaux vivent vraiment leurs valeurs !

Ci-après, trois priorités sont nommées pour lesquelles nos organisations membres de l'EZA s'impliqueront davantage dans le « dialogue social » dans leurs pays :

- DEVENIR PLUS NUMERIQUE : l'avenir du travail à l'ère de l'information

- DEVENIR PLUS VERT : l'économie de marché éco-sociale comme modèle d'avenir

- DEVENIR PLUS SOCIAL : famille et la conciliation de la vie professionnelle et familiale

« Rien n'est plus fort qu'une idée dont l'heure est venue » (Victor Hugo) : si nous ne voulons pas – après avoir surmonté la crise actuelle – retomber dans les « vieux schémas » de notre mode de vie et modèle économique, car il menace l'avenir de notre planète Terre, un processus de changement doit commencer. Dans le monde du travail numérique de l'avenir, il y aura des métiers entièrement nouveaux, qui nécessiteront des conditions-cadres appropriées. Les démarches déjà engagées par la Commission européenne pour atteindre les objectifs climatiques doivent, d'une part, être résolument poursuivies et, d'autre part, les charges et les coûts

associés doivent être répartis le plus équitablement possible. Et ce n'est sans doute pas un hasard si le plan de relance économique du gouvernement américain prévoit, comme troisième pilier, un soutien des familles, car c'est dans ce domaine qu'un déséquilibre social s'est révélé de plus en plus clairement. À l'avenir, l'Europe continuera à suivre sa propre voie, qui la distingue nettement d'autres espaces économiques comme les États-Unis ou la Chine. Les organisations membres de l'EZA contribueront à façonner la direction que prendra cette voie. Elles s'impliqueront dans le dialogue social dans leur pays et s'encourageront mutuellement dans le réseau de l'EZA.

DEVENIR PLUS NUMERIQUE : l'avenir du travail à l'ère de l'information

Le monde du travail est en train de changer fondamentalement. Depuis longtemps, la production industrielle n'est plus le seul domaine à être radicalement transformé par la numérisation qui s'étend désormais à tous les domaines du travail et de la vie.

Le rythme de la pénétration du numérique dans tous les domaines de la vie est énorme et les défis sont considérables. De nombreuses formes de travail perdent leur lien avec le lieu et le temps. Ce grand degré de flexibilisation possible comporte non seulement de grandes opportunités, mais aussi de risques. À l'avenir, les machines effectueront davantage de tâches, des activités qui étaient jusqu'à présent réservées à des employé·e·s hautement qualifiés. Dans un avenir proche, des logiciels sophistiqués seront en mesure de traiter de nombreux processus de décision grâce à l'analyse de données numériques (de plus en plus nombreuses) disponibles et facilement accessibles. Les robots apprennent à simuler les capacités cognitives et à faire preuve d'empathie.

MODULE 25 : La révolution numérique

La quantité de données disponibles ne cesse de croître à une vitesse acharnée. Les données sont la matière première du XXIe siècle. « Big Data » est un mot-clé récurrent. La numérisation de tous les domaines de la vie permet de voir les faits d'une manière complètement différente. Cette évolution n'en est qu'à ses débuts. C'est le début de la révolution numérique !

Quelques chiffres illustrent le changement rapide que nous vivons actuellement : tous les cinq ans, les connaissances disponibles dans le monde doublent. Dans certains domaines, cela ne prend même que neuf mois. La moitié de ces connaissances acquises ne reste à jour que pendant quatre ans au maximum. En ce qui concerne les progrès technologiques, la Commission européenne estime que, dans dix ans seulement, environ 80 % des technologies utilisées aujourd'hui seront remplacées par de nouvelles. Les métiers vont se modifier ou pourraient même disparaître complètement.

L'impact sur le monde du travail

Dans la production industrielle et la fabrication de biens matériels, les machines et les robots commandés par ordinateur prennent de plus en plus souvent en charge des processus qui étaient auparavant exécutés par l'être humain. Les métiers vont continuer à se modifier radicalement ou à disparaître, par exemple : outilleur·se, mécanicien·ne, tourneur·se, imprimeur·se, etc.

D'une part, cela permet de récupérer les délocalisations de production dans des pays à bas salaires. D'autre part, les nouveaux emplois créés ne compensent pas ceux qui ont été supprimés ; seuls quelques-uns profitent de l'augmentation de la productivité.

De plus en plus de processus de travail sont effectués par des logiciels. Les décisions qui étaient auparavant prises par des personnes hautement qualifiées sont désormais prises par des programmes informatiques sur la base d'une multitude d'informations disponibles sous forme numérique.

Dans presque tous les domaines et secteurs, le travail peut être séparé du lieu et du temps. Il en résulte une plus grande flexibilité (temps de travail, etc.) qui, dans l'idéal, peut profiter aussi bien aux employé·e·s qu'aux employeurs.

Deux grands thèmes gagnent en importance :

Télétravail : de nombreuses conventions collectives, ainsi que des dispositions légales dans le secteur public, prévoient désormais de très bonnes règles, qui stipulent essentiellement que le télétravail ne peut être introduit que par consentement mutuel. Des règles précises doivent être respectées.

Crowdsourcing ou **crowdworking** : le terme « crowdsourcing » est une création de mots à partir de CROWD (foule) et OutSOURCING (sous-traitance). Cela en dit déjà long : il s'agit d'une possibilité pour les entreprises de confier à des prestataires des activités qui peuvent être effectuées à l'aide d'un ordinateur. Ce modèle ne connaît pas de limites sectorielles. En principe, tout travail pouvant être effectué sur ordinateur peut être « crowdsourcé ». Les petites et moyennes entreprises utilisent de plus en plus cette possibilité et optimisent ainsi les coûts – au détriment des postes de travail fixes. La concurrence mondiale engendre une guerre des tarifs totalement désordonnée, ce qui menace de précariser les conditions de travail. L'accent est mis uniquement sur l'exécution du travail. L'être humain qui se cache derrière n'est plus guère pris en considération.

Des possibilités de contrôle étendues nécessitent des dispositions de protection étendues. Il faut veiller à ce que les mesures de contrôle qui portent atteinte à la dignité humaine soient interdites. Les évolutions décrites entraîneront des pertes d'emplois à grande échelle. Il faut s'attendre à ce que le nombre de nouveaux emplois créés soit nettement inférieur.

Même si, à l'avenir, les robots pourront peut-être simuler des compétences humaines complexes, la chaleur humaine sera irremplaçable dans de nombreux métiers. Ainsi, la numérisation – notamment dans le domaine de la santé et du travail social – peut être une chance pour des groupes professionnels qui sont actuellement très sollicités.

MODULE 26 : Questions centrales de la numérisation

À l'occasion d'une conférence qui a reçu un bon accueil, Konrad Paul Liessmann a déclaré à ce sujet : « On peut dire avec certitude que nous nous dirigeons – et je dirais que c'est un grand avantage – vers une société dans laquelle nous devrions pouvoir réaliser un surcroît de liberté, un gain de générosité, un surcroît de loisir, maintenant que les machines peuvent effectuer tant d'activités. Et je vous pose la question : pourquoi ne ressentons-nous rien de tout cela ? Pourquoi ne ressentons-nous rien du fait que nous avons automatisé nos processus de production industrielle, que nous avons laissé couler une quantité infinie de créativité dans notre économie, le but de toute automatisation. Et c'était aussi une idée de la bourgeoisie, de la bourgeoisie économique. Dès le début, l'idée était de décharger l'être humain du travail. Cela signifie donc, pourquoi n'y a-t-il pas un grand soulagement dans notre société, que grâce à notre productivité technique, nous avons maintenant plus de possibilités de nous tourner vers les choses essentielles de notre vie, de notre existence ? »

Questions centrales :

Où a lieu la VALORISATION et où va l'argent ?

Au lieu de l'actuelle chaîne de valeur rigide, des réseaux dynamiques de création de valeur verront le jour grâce à la numérisation. Les plateformes de prestataires de services génèrent de la valeur ajoutée dans presque tous les pays du monde. Il faut s'assurer que des recettes fiscales correspondantes soient également générées et que l'argent ne se perde pas dans des « paradis fiscaux ». En outre, il convient de garantir une situation de concurrence loyale avec les prestataires nationaux (cotisations de sécurité sociale, etc.).

Comment répartir les GAINS issus du travail et de l'utilisation des moyens de production de manière équitable ?

Si le bénéfice tiré du travail diminue et que celui tiré de l'utilisation des moyens de production augmente, il faut trouver de nouveaux moyens de partager ce bénéfice de manière équitable. Cette question du partage doit être résolue dans l'intérêt de tous. Il ne doit y avoir aucun tabou à ce sujet.

Comment garantir le FINANCEMENT futur des systèmes de sécurité sociale ?

Même s'il y aura moins de travail à l'avenir, le financement des systèmes de sécurité sociale doit être garanti. Cela implique de trouver de nouveaux financements. Le financement actuel, lié à l'activité professionnelle, est trop étroit.

MODULE 27 : Champs d'action de la numérisation

Depuis près de 150 ans, notre filet de sécurité sociale en Europe est lié au contrat de travail. Tant dans les contrats individuels que dans les conventions collectives, les employeurs et les employé·e·s s'engagent à payer des impôts à l'État et des cotisations de sécurité sociale en plus du salaire pour le travail presté. Dans de nombreux pays européens, les

risques de la vie que sont la maladie, la vieillesse, le chômage et les accidents sont ainsi couverts de manière solidaire et commune dans un système de sécurité sociale souvent autogéré. Si les prévisions concernant la suppression de nombreux emplois rémunérés par des robots et des ordinateurs s'avéraient exactes, ce système social serait fortement menacé.

À l'ère de l'information, il devient possible de travailler partout et à tout moment dans de nombreux domaines et il ne faut qu'un accès à Internet. Cela soulève toutefois de nombreuses nouvelles questions :

Qui sera à l'avenir l'employeur ou l'employé·e ? Chaque commande passée sur Internet donne-t-elle lieu à une relation de travail juridiquement valable ? Dans quels États les impôts et les cotisations sociales devront-ils être payés à l'avenir si le travail est effectué dans le monde entier via Internet ?

L'énorme quantité de données disponibles place la protection de la vie privée sous un jour totalement nouveau. Toute personne a le droit de décider elle-même de l'utilisation de toutes les données la concernant. La protection de ce droit doit rester sous le contrôle de l'État et faire partie intégrante de l'état de droit. Les syndicats doivent davantage utiliser les nouvelles technologies (Internet, numérisation, etc.) et développer des méthodes de syndicalisation novatrices. D'une part, ils peuvent lutter contre les fausses informations ciblées (« fake news ») en mettant à disposition des informations de haute qualité (par exemple : toutes les conventions collectives actuelles). D'autre part, les canaux en ligne peuvent être mieux utilisés pour les campagnes ou les actions de protestation. En outre, Internet offre aux organisations membres de toutes nouvelles possibilités de participation (par exemple : modification de la forme d'organisation, sondages, votes, etc.) Il convient en outre d'accorder une attention particulière au fait que la numérisation progresse à des rythmes différents selon les secteurs.

Il est important pour toutes les démocraties de veiller à ce que tous les citoyen·ne·s aient un accès libre à Internet. En outre, les États doivent investir à la fois dans le développement de l'infrastructure (fibre optique, réseau 5G, etc.) et dans des formes d'éducation nouvelles. Selon les prévisions, plus de 50 % des enfants qui entament leur scolarité aujourd'hui travailleront dans douze ou quinze ans dans des métiers qui n'existent pas encore aujourd'hui.

Bien qu'à l'ère de l'information, le « dialogue social », qui s'est développé dans toute l'Europe depuis plus d'un siècle, soit régulièrement remis en question, nous réaffirmons l'importance de cet instrument. Le Socle européen des droits sociaux de l'Union européenne, proclamé en novembre 2017, nous conforte dans cette idée.

Champs d'action

- La numérisation doit améliorer la vie de toutes et tous et ne doit pas être un programme de maximisation de bénéfices pour quelques-uns qui accumulent des richesses incommensurables.

- Les logiciels et les robots, aussi sophistiqués soient-ils, ne peuvent pas remplacer les questions d'éthique et de valeurs dans le système économique. Cela signifie que l'être humain doit rester au centre de tous ces développements.

- La formation initiale et continue occupe une place centrale et les moyens à cet égard doivent être développés. L'extension complète des réseaux large bande en fait partie, tout comme l'équipement des écoles avec les meilleurs moyens techniques ou la création de postes de travail numériques adaptés à l'âge.

- Comme de plus en plus de travail est effectué par des ordinateurs, des machines commandées par ordinateur, des robots et des logi-

ciels, le temps de travail restant doit être partagé équitablement. Le débat sur le temps de travail doit donc être relancé.

- Le financement des systèmes de sécurité sociale doit reposer sur une base plus large. Le financement actuel, qui dépend exclusivement du travail rémunéré, est trop étroit. Il faut également s'assurer que les entreprises qui produisent en dehors de l'Europe et réalisent leur chiffre d'affaires en Europe contribuent au financement des systèmes de sécurité sociale.

Les principaux champs d'action présentés doivent faire l'objet de discussions dans le cadre d'un débat publique au niveau européen. Le temps presse et nous avons besoin le plus rapidement possible de solutions acceptables qui apportent des améliorations pour tous. Le modèle social européen doit être assuré et développé à l'aide des possibilités offertes par la numérisation. Dans ce contexte, l'évolution du modèle européen de « l'économie sociale de marché » vers une « économie éco-sociale de marché » revêt d'une grande importance.

DEVENIR PLUS VERT : L'économie de marché éco-sociale comme modèle d'avenir

Lors de la deuxième Assemblée œcuménique européenne à Graz en 1997, il avait déjà été dit : « Nous sommes (par hasard) la première génération dans la longue histoire de l'humanité à qui il est donné de voir cette Terre de l'espace. Nous commençons à apprendre que cette planète est petite, épuisable et fragile, alors que nous étions habitués à la considérer comme un ‹ monde sans limites › ».

C'est pourquoi nous devons commencer à développer un modèle de « gouvernance mondiale » qui puisse surmonter l'intégrisme des marchés

et conduire à la réalisation d'une « économie de marché éco-sociale » à l'échelle mondiale. Pour ce faire, les « Objectifs de développement durable » (ODD) de l'ONU, convenus au niveau international, doivent être réalisés progressivement. La lutte contre la misère dans le monde n'est pas une aumône, mais un impératif humanitaire. La politique de développement ainsi comprise comprend la suppression des obstacles au développement dans la politique mondiale ainsi que la mise en place d'une coopération partenariale pour résoudre les défis mondiaux. Elle peut ainsi s'avérer être le programme de promotion de la paix et de l'économie le plus efficace possible aujourd'hui pour les décennies à venir.

MODULE 28 : Crises dangereuses

En ce début de XXIe siècle, il n'est pas encore clair si nous appartenons à une génération qui n'a vécu que par hasard un changement de millénaire ou si ce « millénaire » représente en même temps un changement d'époque comparable, par exemple, au passage du Moyen-Âge à l'ère moderne.

La futurologie énumère une série de crises humaines. Ossip Flechtheim, l'un des fondateurs de la futurologie, cite dans ses publications sept défis existentiels : course aux armements et guerres, explosion démographique et faim, menace et destruction de l'environnement, crise économique et surplanification, déficit démocratique et répression, crise culturelle, crise de la famille et perte d'identité individuelle.

L'auteur allemand Henrik Müller, qui écrit régulièrement des blogs dans « Müllers Welt » [Le monde selon Müller], se retrouve lui aussi au chiffre biblique de sept dans sa comparaison entre pénuries et vertus, lorsqu'il réfléchit à ce qui menace notre avenir et à ce que nous pouvons opposer à ces menaces. Il décrit « l'ère d'une transformation » comme étant marquée par trois grandes tendances qui se renforcent et se superposent mutuellement :

- La mondialisation menace la stabilité politique, car, dans les États non démocratiques, les citoyen·ne·s réclament davantage de droits de participation et, dans les pays occidentaux hautement développés, la répartition de plus en plus inégale des revenus, de la prospérité et des chances mine la confiance dans le système politique libéral.

- Les changements démographiques, avec des taux de natalité en baisse et une espérance de vie en hausse, font que le vieillissement de la société progresse rapidement dans de nombreux pays du monde.

- La crise climatique s'aggrave. L'augmentation rapide de la consommation de ressources et des émissions menace de dépasser tous les pronostics précédents sur le changement climatique.

Le point commun à toutes ces descriptions est que l'humanité est confrontée au plus grand défi depuis des générations. L'espace de vie, la biosphère, semble gravement perturbé ; l'effondrement du système écologique est en cours et certains pensent qu'il ne peut plus être arrêté. Si nous continuons à agir comme nous l'avons fait jusqu'à présent, nous ne pourrons plus continuer longtemps !

Au cours des décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, un mode de vie et modèle économique que nous appelons généralement « économie sociale de marché » s'est établi, tout d'abord en Europe occidentale. Avec la chute du « Rideau de fer » qui avait divisé l'Europe en deux blocs pendant des décennies, les pays d'Europe centrale et orientale, qui avaient souffert de la dictature communiste pendant des décennies, ont eux aussi voulu évoluer dans cette direction. De nombreux syndicalistes de ces pays réformateurs décrivent cependant le chemin parcouru ces dernières années comme une « erreur de Christophe Colomb ». Ils entendent par-là que Christophe Colomb a cherché une voie maritime vers les Indes, mais qu'il a atterri en Amérique. Les pays réfor-

mateurs voulaient aller en Europe – et se sont eux aussi retrouvés en Amérique ! Avec les crises économiques mondiales, les réflexions fondamentales sont toutefois passées à l'arrière-plan et les « stratégies de survie » sont devenues la priorité actuelle pour de nombreux gouvernements. Si nous ne voulons pas, en tant que société, nous retrouver dans « Ouest américain » où régnaient autrefois anarchie et violence armée, nous ne pourrons pas éviter de réfléchir au cap que nous voulons vraiment prendre. Les chercheurs de pistes sont indispensables pour prendre de telles décisions d'orientation. En Autriche, Josef Riegler, qui a été ministre de l'Agriculture et vice-chancelier et qui est un visionnaire reconnu dans toute l'Europe, propose le concept « d'économie de marché éco-sociale » et donc une direction qui se place sans hésiter entre les concepts qui ont manifestement échoué au XXe siècle.

La comparaison avec la domestication du feu s'impose. Le feu peut ravager des villes entières mais, si on le maîtrise, il est indispensable dans l'âtre domestique pour des repas chauds. Le marché ne connaît que l'offre et la demande. Si on ne l'apprivoise pas, ce sont des êtres humains et des sociétés entières qui passent à la trappe – ou comme le décrit Hans Magnus Enzensberger dans son essai « La grande migration » : « Même dans les sociétés riches, chacun de nous peut devenir superflu demain. Que faire de lui ? » Apprivoiser le marché est donc une revendication tout à fait essentielle – et on la retrouve dans chaque publication sur l'évolution de l'économie de marché « sociale » vers une économie de marché « éco-sociale ». L'échec de l'autre extrême, où l'économie planifiée dirigée par les centrales du parti communiste voulait remplacer le marché, est si évident qu'il n'est guère nécessaire de l'expliquer en dehors de la Corée du Nord. Mais, ici aussi, l'image de l'être humain est en jeu, car la liberté et les droits humains, ou leur perte, doivent être un critère d'évaluation essentiel de tous les concepts politiques.

MODULE 29 : Trouver un nouvel équilibre

Il est intéressant de constater que le chiffre sept est associé à la dimension religieuse chez différents auteurs. Dans la Bible, sept est la somme du nombre divin trois (la Trinité) et du nombre terrestre quatre (les quatre points cardinaux) et signifie toujours le ciel et la terre dans leur ensemble, ou, comme le dit le Credo : le visible et l'invisible. Dans le livre « Christen in der Arbeitswelt » [Les chrétiens dans le monde du travail], dans lequel les syndicalistes chrétiens autrichiens ont publié des discours et des articles de Paul M. Zulehner, ce dernier écrit que la « situation tendue de la société humaine » est indissociablement liée aux questions de sens. Si l'avenir de l'humanité est réellement menacé de façon massive par notre mode de vie et notre modèle économique, alors une initiation au savoir social de la vie transféré de génération en génération – la socialisation –, ne signifie pas devenir humain pour l'individu et avenir pour la société, mais exactement le contraire. Zulehner s'exprime ainsi : « Si notre société reste telle qu'elle est aujourd'hui, la transformation humaine de l'individu et l'avenir de l'humanité sont menacés. À une telle époque, ce n'est pas la socialisation, mais la contre-socialisation qui doit être réalisée. Il est impératif de ne pas d'initier aux modèles de vie établies, mais d'ouvrir l'accès à d'autres (anciens et nouveaux) dans l'espoir de faire naître un être humain résistant, qui – en nageant à contre-courant – devienne humain et qui, en développant de nouveaux modèles de vie, porte aussi avec lui l'espoir que la société change et ait un avenir. » Zulehner considère que l'avenir de l'humanité est particulièrement menacé par trois déficits : le manque de justice, le manque de communauté et le manque de sens. Dans une vision globale qui inclut l'image de l'être humain et la religion, ces menaces cachent de nouveaux « signes de vie » qui nourrissent des rêves de survie pour une vie digne de l'être humain. On peut deviner dans quelle direction notre société doit évoluer si elle veut (encore) avoir un avenir.

Outre la domestication des marchés par des conditions-cadres sociales et écologiques, « l'économie de marché éco-sociale » évoque toujours

l'équilibre. Dans le manifeste des syndicalistes chrétiennes autrichiens, on peut lire : « L'objectif de l'économie de marché éco-sociale réside dans l'équilibre entre une économie favorable à la performance, la solidarité sociale et la protection de l'environnement. » Mais, au-delà de ces deux caractéristiques principales – apprivoisement des marchés et équilibre – , c'est au fond notre conception de l'être humain et du monde qui est ainsi décrite. Dans son livre « L'économie du bien et du mal », Tomas Sedlacek explique : « Je n'ai toujours pas trouvé ce dont j'ai envie. » Il décrit notre société comme une société qui, non seulement, ne sait pas comment atteindre le contentement, mais dans laquelle cela ne serait même pas très souhaitable.

Dans « En attendant Godot » de Beckett, on peut lire le dialogue suivant :

VLADIMIR : Dis-le, même si ce n'est pas vrai.

ESTRAGON : Qu'est-ce que je dois dire ?

VLADIMIR : Dis : Je suis content.

ESTRAGON : Je suis content.

VLADIMIR : Moi aussi.

ESTRAGON : Moi aussi.

VLADIMIR : Nous sommes contents.

ESTRAGON : Nous sommes contents. (Silence.) Qu'est-ce qu'on fait, maintenant qu'on est content ?

VLADIMIR : Nous attendons Godot.

Lorsque l'économie perd son cap, il ne nous reste plus qu'une chose à faire : la croissance – une croissance qui ne connaît rien d'autre qu'elle-même, puisqu'elle n'a pas d'objectif comme référence. Une telle croissance est liée à un sentiment d'absence de but, de sens et de patrie. Sedlacek conclut son livre en demandant aux économistes de repenser la question « Qu'est-ce que l'être humain selon nous ? » Il apparaît que la question de l'être humain résonne dans toutes les dimensions. C'est pourquoi « l'économie de marché éco-sociale » n'est pas seulement un projet d'avenir à prendre au sérieux, mais aussi un « modèle de vie » selon lequel les habitudes établies doivent être brisées afin que nous passions d'une « civilisation prédatrice » à une « civilisation durable ». C'est une question de notre survie pure et simple !

MODULE 30 :
Opportunités liées au changement climatique

Si nous voulons « pérenniser » notre mode de vie, nous devons prendre le cap d'une « économie de marché éco-sociale » mondiale, qui cherche et trouve un nouvel équilibre entre une concurrence (qui existe dans toute économie de marché) loyale, un cadre réglementaire équitable dans l'État providence et la protection vitale de l'environnement. Ce n'est qu'ainsi que nous passerons d'une « civilisation prédatrice » à une « civilisation durable » !

Pour créer un cadre réglementaire mondial, il nous faut un développement durable plutôt qu'un développement de rattrapage :

- un partenariat équitable à tous les niveaux ;
- le renforcement des pouvoirs décisionnels et participatifs des pays partenaires ;

- la promotion de la « bonne gouvernance » et la lutte contre la corruption ;

- des formes coordonnées pour la destination des fonds orientées vers la base ;

- un financement adéquat.

La phrase selon laquelle « toute crise est une chance qu'il ne faut pas gaspiller » a probablement déjà été plus que galvaudée. Mais il faut maintenant saisir cette opportunité et, au lieu de manifester, tourner enfin énergiquement le volant de la politique pour changer de cap. L'objectif ambitieux de la Commission européenne est de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 % d'ici à 2030 et de faire en sorte que l'UE soit neutre en termes d'émissions de CO2 d'ici à 2050. Ambitieux mais réalisable, cet objectif ne pourra pas être atteint par des restrictions et des interdictions généralisées. Il s'agit plutôt de faire évoluer le modèle européen « d'économie sociale de marché », qui nous distingue nettement des États-Unis et de la Chine, vers une « économie éco-sociale de marché ». En même temps, il convient d'intégrer les objectifs de l'ONU en matière de développement durable (ODD). Une transition vers la neutralité carbone doit englober tous les secteurs économiques. Les investissements respectueux du climat permettront de générer de nouveaux domaines de croissance économique et des emplois, par exemple dans la rénovation des bâtiments.

Ainsi, la réduction des émissions pour un avenir durable de notre planète peut devenir une « opportunité climatique » et également créer des emplois.

DEVENIR PLUS SOCIAL :
famille et conciliation de la vie professionnelle et familiale

« Nous devons agir parce que le monde du travail moderne exige une telle flexibilité que la famille et le travail sont difficilement conciliables », peut-on lire dans le manifeste des syndicalistes chrétiens autrichiens sur la conciliation du travail et de la famille. » Le manifeste continue : « La pression croissante du monde du travail exigeant de la flexibilité et de la mobilité a pour conséquence qu'il reste de moins en moins de temps pour la vie familiale. Le monde du travail et le droit du travail doivent donc être conçus de manière à ce qu'il y ait suffisamment de place pour la famille et ses tâches. »

MODULE 31 : Les familles en crise

Depuis des temps immémoriaux, la famille a constitué le modèle de base de la vie sociale des êtres humains. Elle était un lien entre les générations et un toit sous lequel enfants, adultes et personnes âgées ont longtemps mangé ensemble. La paix et l'harmonie ne régnaient pas toujours sous ce toit, mais il offrait une protection et un abri. Aujourd'hui, la flexibilisation et la mobilité croissante semblent avoir détruit ce toit.

Si, dans la doctrine sociale chrétienne, la vie humaine est décrite comme une « vie en relation », le modèle de flexibilisation et de mobilité croissante dans le monde du travail pose naturellement la question de savoir comment le mariage ou la vie en couple et la famille peuvent réussir à l'avenir.

« À l'aspiration profonde à des relations réussies s'oppose la peur que les liens soient contraignants, qu'ils limitent la liberté. En réaction, les individus tentent de se rendre aussi indépendants que possible. L'indépen-

dance individuelle et les intérêts personnels deviennent des valeurs sociales de référence derrière lesquelles la dignité des autres et l'importance des relations interpersonnelles et de la cohésion sociale passent au second plan. Ce faisant, on ne se rend souvent pas compte à quel point les gens se retrouvent ainsi isolés et s'appauvrissent sur le plan humain. » (Sozialwort des Ökumenischen Rates der Kirchen in Österreich, Conseil œcuménique des Églises d'Autriche, p. 73).

MODULE 32 : La famille comme lieu d'apprentissage

La famille est d'une importance capitale pour tout être humain. « On pense ici à la famille fondée sur le mariage, où le don de soi réciproque de l'homme et de la femme crée un milieu de vie dans lequel l'enfant peut naître et épanouir ses capacités, devenir conscient de sa dignité et se préparer à affronter son destin unique et irremplaçable. » (Jean-Paul II, Centesimus annus, 39).

Dans l'éducation, la famille forme l'être humain : c'est là que se décident les langues que nous parlons, la nationalité que nous détenons, la religion à laquelle nous appartenons, le mode de vie que nous considérons comme « gratifiante » et auquel nous aspirons... ainsi, la famille joue un rôle original et irremplaçable dans l'éducation des enfants.

Les parents sont donc les premiers, mais pas les seuls éducateurs de leurs enfants. C'est pourquoi l'accent est mis sur la nécessité d'une étroite collaboration entre tous les établissements d'enseignement, en particulier entre les familles, le jardin d'enfants et l'école.

MODULE 33 : Politique familiale chrétienne-sociale

L'Europe doit devenir plus favorable à la vie de famille : outre les mesures fiscales déjà prises, des démarches permettant de mieux concilier vie pro-

fessionnelle et vie familiale doivent être mises en œuvre dans le droit du travail. En outre, il faut créer des logements mieux subventionnés à des conditions abordables pour les jeunes familles. Il faut créer des structures d'accueil de l'enfance en fonction des besoins, en tenant compte de la liberté de choix des parents.

De même, les mesures visant à accroître le recours au congé de paternité doivent être renforcées et les prestations familiales considérablement améliorées.

Nous avons besoin d'espaces de vie adaptés aux familles dans lesquels les enfants peuvent grandir en toute sécurité. Nous considérons la famille comme une communauté importante avec des enfants, fondée sur la nature même de l'être humain. Elle est un fondement essentiel de notre société. Nous considérons donc que la société a le devoir de permettre à la famille d'accomplir ses tâches. Le terme de « famille » englobe toute forme de vie commune avec des enfants, comme le mariage, la cohabitation et les familles monoparentales. La famille offre aux enfants un milieu familier et rassurant où ils peuvent grandir. C'est là que se construisent des attitudes telles que la confiance, l'amour, la gratitude et la solidarité. C'est là que l'on surmonte les crises, que l'on s'exerce au partage et que l'on vit la solidarité, y compris entre les générations.

L'accélération de la vie et le surmenage qui en résulte souvent, la perte insidieuse des temps de repos sociaux communs et de la possibilité de rencontres humaines sans finalité précise affectent la cohabitation humaine et la mettent en danger. C'est pourquoi il est indispensable de créer des espaces de vie pour la famille, le mariage et la cohabitation qui permettent de faire l'expérience du sens profond de la communauté en dehors du travail.

La famille en tant que force organisatrice de la vie sociale

Trois revendications en découlent :

- La famille a besoin d'un espace de vie et de la sécurité économique : parce que les familles rendent un service irremplaçable à la société, il faut compenser les désavantages économiques dont souffrent les familles – en particulier les familles nombreuses et monoparentales.

- La famille a besoin de son espace de vie sociale : dans un monde du travail adapté aux familles, il convient avant tout d'aménager le temps de travail de manière à ce que parents et enfants puissent à nouveau se voir plus régulièrement. Une économie moderne et flexible doit avoir pour objectif de permettre aux pères et aux mères de concilier vie familiale et vie professionnelle.

- La famille a besoin d'un espace de vie culturelle : le mariage et la famille ne sont pas seulement confrontés à des difficultés économiques et à un appauvrissement de leur espace de vie sociale. La politique familiale doit faire tout son possible pour assurer aux familles toutes les aides dont elles ont besoin dans les domaines économique, social, éducatif, politique et culturel pour pouvoir assumer pleinement leurs responsabilités dans la dignité.

Nous défendons la protection et la promotion de la famille, notamment par :

- l'aménagement de l'environnement adapté aux familles par la création de logements appropriés ou de maisons individuelles, d'installations suffisantes pour le jeu et le sport, d'un nombre suffisant de structures d'accueil d'enfance ainsi que par la promotion de toutes les initiatives d'entraide entre voisins :

- la reconnaissance de la primauté de l'éducation des enfants au sein de la famille qui est en mesure d'offrir aux enfants et jeunes un sentiment de sécurité, un lien avec la communauté et une prise de conscience de la responsabilité démocratique ;

- le maintien de la capacité économique des familles par un renforcement des mesures d'aide ainsi qu'un avantage fiscal approprié pour les personnes qui apportent le revenu principal à la famille ;

- le respect de la famille dans le monde du travail ;

- la reconnaissance du travail ménager et de l'éducation des enfants comme une activité assimilable à un emploi rémunéré.

Si une politique familiale forte met en œuvre ces revendications, la famille pourra continuer à être une force organisatrice de la vie sociale.

MODULE 34 : Réseau international – EZA

Les syndicats et les mouvements de travailleurs chrétiens-sociaux sont liés depuis plus de trente ans en un « réseau partenarial ». Et ce réseau est en croissance constante, il est un porteur d'avenir !

Notre réseau EZA est soutenu par un engagement clair en faveur de la solidarité internationale. L'objectif est de défendre la liberté et la démocratie, de garantir les droits humains et de promouvoir activement la paix dans le monde. Nos membres luttent à tous les niveaux – surtout avec les moyens du dialogue social – pour les intérêts des travailleurs et travailleuses et veulent établir la justice sociale. Afin de pouvoir mener à bien cette mission sans entraves et sans être influencés par d'autres intérêts, ils s'efforcent d'être aussi indépendants que possible et de tisser des réseaux transnationaux dans toute l'Europe.

En 1980, le groupe des syndicalistes chrétiens d'Autriche (FCG) a réussi à donner un exemple remarquable de solidarité internationale : en Europe orientale, les premières tentatives de liberté et de démocratie – comme en Hongrie en 1956 et en 1968 lors du « printemps de Prague » dans l'ancienne Tchécoslovaquie – avaient été brutalement écrasées par les chars

de l'armée soviétique. Lors de la grève des ouvriers et ouvrières polonais aux chantiers navals Lénine de Gdansk en été 1980, Günther Engelmayer, alors secrétaire fédéral du FCG, a réussi à franchir toutes les barrières et à atteindre les grévistes enfermés. Engelmayer a pu y rencontrer le leader syndical Lech Wałęsa et lui remettre une somme d'argent considérable en guise de soutien solidaire de l'Autriche. Alors que les syndicats d'orientation socialiste en Europe de l'Ouest entretenaient encore de bons contacts avec les syndicats communistes du bloc de l'Est, les syndicalistes chrétiens étaient déjà actifs dans la construction de nouveaux syndicats libres. Cet engagement a donné lieu à des contacts permanents avec les nouveaux syndicats d'Europe centrale et orientale. Ainsi, le Centre autrichien pour la formation des travailleurs (ÖZA) a-t-il organisé la première Conférence pour la coopération syndicale en Europe » (Konferenz für die die gewerkschaftliche Zusammenarbeit in Europa – KGZE) à Vienne au printemps 1989 – avant même l'effondrement du communisme – en collaboration avec l'EZA et avec le soutien de l'UE. Cette conférence a donné une forte impulsion aux nouveaux syndicats avant même la chute du « Rideau de fer ».

Les fédérations syndicales internationales et européennes comme, par exemple, l'Organisation mondiale des travailleurs (World Organisation of Workers – WOW) et EUROFEDOP (Europese Federatie van het Overheidspersoneel) sont d'autres exemples du rôle actif joué par le réseau EZA, dans lequel le développement de syndicats libres et chrétiens est encouragé selon la devise « Du parrainage au partenariat » !

MODULE 35 :
La dimension sociale-chrétienne en tant que marque

Depuis de nombreuses décennies, le VERT est la couleur distinctive des syndicats chrétiens-sociaux en Europe et en Autriche : au-delà du fait que

le VERT est la couleur complémentaire du ROUGE dans la palette des couleurs, nous nous battons, en tant que syndicalistes chrétiens-sociaux, pour une « économie de marché éco-sociale », pour les droits des travailleurs, mais aussi et surtout pour la préservation des ressources vitales pour les générations futures. Outre l'apprivoisement du marché mondialisé du XXIe siècle par des conditions-cadres sociales et écologiques, il faut un nouvel équilibre dans le triangle d'intérêts entre une économie performante, la solidarité sociale et la protection de l'environnement !

Notre triangle signifie aussi : respecter honnêtement les intérêts.

- Nous garantissons la crédibilité et la qualité d'une poignée de main parce que nous sommes **honnêtes** avec nos valeurs.

- Nous représentons les **intérêts** des travailleurs et travailleuses parce que nous sommes indépendants.

- Nous prônons le partenariat et le dialogue, car nous **accordons de la valeur** à l'être humain.

Ce résumé simple a sa place dans chaque poche de pantalon ou de veste sous forme de « carte de poche » et facilite le premier contact.

Nos valeurs sont aussi l'expression des objectifs que nous visons :

Nous avons la vision…

… de personnes qui trouvent des conditions équitables là où elles vivent et travaillent,

… d'une société dans laquelle femmes et hommes vivent sur un pied d'égalité et sont traités de la même manière,

… de politiques qui créent le cadre d'une coexistence libre, pacifique, juste et démocratique,

… d'un monde du travail dans lequel tous les individus peuvent développer leurs capacités créatives,

… d'une économie qui met les êtres humains au centre des préoccupations.

L'union fait la force – participe, toi aussi !

Plus il y aura de membres qui feront confiance aux syndicats chrétiens-sociaux en Europe, mieux nous pourrons nous imposer dans le dialogue social. Plus les comités d'entreprise, les délégués du personnel et les délégués à la jeunesse seront nombreux à nous soutenir, plus notre voix sera forte. À l'ère de l'information également, nous voulons un travail de qualité, l'interaction entre jeunes et moins jeunes, et nous considérons la cohésion sociale comme la clé de la viabilité d'une société !

MODULE 36 : La paix

Ce fut l'un des happenings les plus spectaculaires de l'histoire de la musique pop : le 1er juin 1969, John Lennon et Yoko Ono ont invité des gens dans leur chambre d'hôtel à Montréal et ont entonné la chanson : « Give Peace a Chance ». Qui aurait cru qu'au printemps 2022 – après 75 ans de paix dans les États membres de l'Union européenne – nous verrions à nouveau une guerre en Europe ?

Au cours de la longue histoire de l'humanité, les guerres ont été menées dans un double but : soit il s'agissait de gagner des hommes comme main-d'œuvre, soit d'acquérir des matières premières (y compris des terres). L'auteur allemand Gero Jenner décrit cela ainsi : « Pendant des siècles, le premier type de guerre a joué un rôle dominant. L'agriculture de la Grèce, comme celle de Rome, était fondée sur le travail des esclaves – en moyenne, quatre esclaves devaient subvenir aux besoins d'un seul Grec libre. La même dépendance vis-à-vis du travail forcé s'appliquait à la culture du coton du sud des États-Unis jusqu'au milieu du XIXe siècle. Des peuples entiers ont été déportés et asservis afin de les utiliser comme machines vivantes dans les plantations et les mines. Depuis le début du XIXe siècle, l'homme est remplacé par des machines. Cela apparaît comme la raison décisive de la fin de cette forme de guerre. Les formes de guerre pour l'acquisition de matières premières, qui assurent la pérennité des machines et leur utilisation industrielle, sont d'autant plus actuelles. Ces scénarios sont encore exacerbés par le changement climatique, où des régions entières de notre planète deviennent de plus en plus hostiles (manque d'eau). Il y a donc la menace des guerres menées pour les ressources vitales à l'avenir ! Au cours des dernières décennies, un ‹ équilibre de la terreur › – la possibilité d'utiliser des bombes atomiques – a assuré une ligne de démarcation claire entre l'avant-Hiroshima (1945) et l'après-Hiroshima. Certes, les raisons potentielles d'une guerre sont aujourd'hui tout aussi présentes qu'autrefois, l'agressivité et la disposition de l'homme à la guerre ne sont pas moins virulentes que par le passé. Mais une guerre avec des armes nucléaires ne laisserait ni

vainqueurs ni vaincus, uniquement une planète largement inhabitable. Les guerres ont été menées tant qu'il y avait une perspective fondée de les gagner ; sinon, ce sont des actes de folie. »

Dans ce contexte, il est clair que la paix doit être plus que la simple absence de guerre. Il n'existe qu'une seule alternative à la fin imminente de l'histoire de l'humanité sur Terre : une politique de paix !

Ce n'est que lorsque nous sentirons que la paix et la non-violence ne sont pas des politiques quelconques, mais qu'elles concernent ici et maintenant chaque individu, que nous pourrons commencer – chaque jour – à les réaliser. « La paix n'est pas un destin, mais notre mission, tout comme la guerre est notre échec », écrit le journaliste allemand Franz Alt. En tant que valeur sociale chrétienne, nous devons pratiquer la non-violence. Pour cela, nous devons reconnaître la violence, c'est-à-dire démasquer les stratégies verbales rusées qui visent à justifier la violence et la guerre. Nous savons aujourd'hui qu'aucune guerre ne résout les conflits. Ce sont les négociations qui résolvent les conflits. Pas plus, mais pas moins non plus. Nous devons constamment réduire la violence en acceptant le droit propre des hommes, des sexes, des générations, des cultures et des créatures. Découvrir la paix comme but ultime de l'existence au sein de ce seul espace de vie fini et la réaliser, telle est la promesse et la mission.

POSTFACE

Les brochures sont généralement imprimées sur du beau papier. Mais le papier est patient, et elles empruntent donc très souvent une voie à sens unique : « applaudir et archiver », telle est la devise – autrement dit, elles finissent sans détour dans des tiroirs après avoir été vivement applaudies lors de leur parution, jusqu'à ce qu'elles prennent le chemin du recyclage. Lorsque des questions sur les « valeurs » communes des organisations membres sous la rubrique « chrétien-social » sont apparues de plus en plus souvent lors des séminaires de l'EZA, il était vite clair qu'il n'y a en Europe qu'un seul grand point commun, à savoir que nous sommes complètement différents !

Tant de langues, tant de cultures – c'est ce qui rend ce continent si particulier et si fascinant. En même temps, cela veut dire qu'il n'y aura pas de brochure valable pour toutes et tous selon le modèle « One size fits all ». L'idée a donc germé de proposer un outil contenant des « modules », en l'occurrence 36 modules.

Depuis longtemps, notre monde contemporain est devenu un chantier. Si notre société change à une vitesse fulgurante, alors, la « doctrine sociale chrétienne », qui se réfère précisément à cette société, ne peut pas rester statique, mais doit s'adapter à ces changements et à ces ruptures.

La méthode proposée par Joseph Cardijn, les trois étapes : VOIR – JUGER – AGIR, est certainement utile à cet égard. En même temps, Cardijn a dit : « Votre vie est le cinquième évangile. » Le but n'est donc pas d'utiliser les 36 modules, mais de trouver la combinaison adaptée à chaque situation. L'utilisation des modules sera certainement différente en Espagne par rapport à la Pologne, aux Pays Bas par rapport à l'Italie, etc.

L'essentiel pour la fin : les modules sont bien plus des interventions que des propositions de solutions. Ils veulent aider à « faire craquer des struc-

tures encroûtées ». Au cours de l'histoire, certains systèmes culturels, politiques ou religieux se sont si bien refermés que les gens ne pouvaient plus croire qu'il était possible de changer quoi que ce soit.

Nourrir cette conviction que nous pouvons changer la donne en nous organisant est une tâche essentielle de tout syndicat et mouvement de travailleurs. Même si cela ressemble parfois au « donquichottisme », car il semble que la phrase « l'argent dirige le monde » soit devenue omniprésente.

Nous espérons que les modules de cette brochure peuvent contribuer à ce que cette idée reste vivante et soit transmise dans toutes nos organisations membres de l'EZA. Ils ont été rédigés le plus brièvement possible et veulent seulement véhiculer une idée. Leur but est d'inspirer les organisations respectives à parler régulièrement de notre fondement de valeurs commun.

En ce sens, nous pouvons tous apprendre de ces dernières années que ce ne sont pas seulement les virus qui peuvent être contagieux, mais aussi les idées et les convictions !

Nous vous souhaitons bonne lecture et beaucoup de plaisir à travailler avec les modules.

Andreas Gjecaj

À PROPOS DE L'AUTEUR

Andreas Gjecaj

Secrétaire général du groupe des syndicalistes chrétiens *(Fraktion Christlicher Gewerkschafterinnen und Gewerkschafter* – FCG) au sein de la Confédération autrichienne des syndicats (ÖGB).

Né en 1957 à Maribor, Slovénie ; fils d'une famille chrétienne albanaise d'orfèvres qui a fui le pays et s'est réfugiée en Autriche en 1957. Après le baccalauréat et l'apprentissage, il travaille pendant dix ans comme orfèvre ; formation de chanteur ; café de jazz « Triangle » ; puis 17 ans comme secrétaire diocésain et fédéral du Mouvement des travailleurs catholiques – KAB-Autriche. Dans les années 90, également secrétaire général adjoint de l'Action catholique de Styrie. Président de la représentation de travailleurs du diocèse de Graz-Seckau. En 2006, passage à la Confédération des syndicats autrichiens (ÖGB) en tant que secrétaire général du groupe des syndicalistes chrétiens (FCG au sein de l'ÖGB) ; membre du comité directeur et du comité fédéral de l'ÖGB ; membre de la rédaction de « Arbeit & Wirtschaft » [Travail & Économie] de l'AK/ÖGB ; magazine de la FCG « Vorrang Mensch » [Priorité à l'être humain].

Andreas Gjecaj a rédigé et participé à l'élaboration de nombreuses motions, publications et articles sur le dialogue, l'avenir du travail, la numérisation, le Socle européen des droits sociaux, etc. : refonte des manifestes du KAB (2001) et de la FCG (2009) ; au niveau autrichien : participation à l'équipe de campagne « Gute Arbeit » (Travail décent) et à la mise en place de l'Alliance pour le repos dominical *(Allianz für den freien Sonntag)* ; refonte du script de l'ÖGB/AK au sujet de la « Doctrine sociale chrétienne ».

Marié depuis 1982, trois enfants (adultes) ; cinq petits-enfants ; travaille à Vienne et vit à Kalsdorf près de Graz, en Autriche.

BIBLIOGRAPHIE

KRIFA : rapport succinct sur le séminaire « Les syndicats – un acteur indépendant conscient de ses valeurs dans le tissu politique », en collaboration avec l'EZA, soutenu par l'Union européenne, Valence, Espagne, février 2022

RIEDLSPERGER, Alois : Dossier de l'Académie sociale catholique d'Autriche (Katholische Sozialakadmie Österreichs – KSOE) ; « Baustelle : Soziallehre », Vienne 2008

SECTION 1 – VOIR

PRISCHING, Manfred : « Wirkliches, Wichtiges, Vergängliches » – essai publié dans : Kleine Zeitung, Graz 2022

INTERDIÖZESANER KATECHETISCHER FONDS (éd.) : Die Bibel – Einheitsübersetzung der Heiligen Schrift (Traduction unitaire de la Bible), Klosterneuburg 1980

ZULEHNER, Paul Michael : Christen in der Arbeitswelt ; ÖGB-Verlag, Vienne 2011

SEDLACEK, Tomas : L'économie du bien et du mal, Eyrolles, Paris 2013

GRUBER, Reinhard P. : Anders denken, Literaturverlag Droschl, Graz-Vienne 2020

LIESSMAN, Konrad Paul : Essai publié dans : Kleine Zeitung, Graz 2021

BLOM, Philipp : Essai publié dans : Kepler Tribune, Université de Linz, 2021

TÖNNIES, Ferdinand : Essai publié dans : Kepler Tribune, Université de Linz, 2021

KAHLWEIT, Cathrin : Essai publié dans : Kepler Tribune, Université de Linz, 2021

PRECHT, Richard David : Von der Pflicht, Goldmann, Munich 2021

NIETZSCHE, Friedrich Wilhelm : Aurore. Réflexions sur les préjugés moraux, 1881

ZULEHNER, Paul Michael : Exposé lors du séminaire de lancement de l'EZA, Vienne, novembre 2021

KASTNER, Heidi : Dummheit, Kremayr & Scheriau, Vienne, 2022

SLOTERDIJK, Peter : Faire parler le ciel : De la théopoésie, Payot, Paris, 2021

SECTION 2 – JUGER

FRAKTION CHRISTLICHER GEWERKSCHAFTER/INNEN : « Wir leben Werte » – Manifeste du FCG, Vienne 2009

GJECAJ, Andreas : « Das sind wir ! », brochure du FCG-Autriche, Vienne 2021

GJECAJ, Andreas : « Modelle für Aktivistenrunden zum Sozialhirtenbrief », guide du KAB Styrie, Graz 1990

GJECAJ, Andreas, GOSCH, Franz : Soziallehre-Fahrplan, brochure du FCG-Autriche, Vienne 2020

ÖZA : rapport succinct sur le séminaire « KGZE (Conférence pour la coopération syndicale en Europe) 1989-2019 : Syndicalisme et politique – passé et avenir d'une Europe sociale », en collaboration avec ZD NSi (Združenje delavcev Nove Slovenije) et EZA, avec le soutien de l'UE, Ljubljana, Slovénie 2019

KLEIN, Norbert : Débat sur la feuille de route de la doctrine sociale, subsidiarité, EZA, 2020

BISCHOFSKONFERENZ (Conférence des Évêques autrichienne) (éd.) : « Für eine geistvoll erneuerte Normalität », Lettre pastorale des évêques catholiques d'Autriche, 2020

PAPE GREGOR LE GRAND : Regula Pastoralis

ÉVÊQUE JOHANN WEBER : Homélie pour la « Journée de la Styrie » 1993

TÜRCKE, Christoph : Digitale Gefolgschaft – Auf dem Weg in eine neue Stammesgesellschaft, C.H. Beck, Munich 2019

SCHÜSSEL, Wolfgang : « Was. Mut. Macht », Ecowin Verlag, Salzbourg-Munich 2020

ZULEHNER, Paul Michael : Homélie lors de la « Weizer Pfingstvision », Weiz 2020

STROLZ, Matthias : « Kraft & Inspiration für diese Zeiten », story.one, 2020

PAPE FRANÇOIS : Encyclique « Laudato si », éditions St. Benno, Leipzig 2015

LIKAR, Rudolf, PINTER, Georg, JANIG, Herbert : Bereit für das nächste Mal, édition a, Vienne 2020

SECTION 3 – AGIR

SCHEIBER, Ernst, CEIPEK, Kurt : Josef Riegler – Zukunft als Auftrag, Verlag DTW Zukunfts PR, Mauerbach 2013

MAYER-SCHÖNBERGER, Viktor, CUKIER, Kenneth : Big Data, Redline Verlag, Munich 2013

LIESSMANN, Konrad Paul : exposé sur la numérisation lors la conférence régionale du parti conservateur ÖVP, Vienne 2016

LEITANTRAG (motion principale) du FCG : Conférence fédérale, Vienne 2018

BROCHURE de la 2e Assemblée œcuménique européenne : Versöhnung – Gabe Gottes und Quelle neuen Lebens, Graz 1997

FLECHTHEIM, Ossip K. : Ist die Zukunft noch zu retten ?, Hoffmann und Campe, Hambourg 1987

MÜLLER, Henrik : Die sieben Knappheiten – Wie sie unsere Zukunft bedrohen und was wir ihnen entgegensetzen können, Campus Verlag, Francfort-sur-le-Main 2008

ENZENSBERGER, Hans Magnus : La grande migration, Gallimard, Paris, 1995

DITFURTH, Hoimar : So lass uns denn ein Apfelbäumchen pflanzen. Es ist so weit, Knaur, Munich 1985

ZULEHNER, Paul Michael : Christen in der Arbeitswelt, ÖGB-Verlag, Vienne 2011

SEDLACEK, Tomas : L'économie du bien et du mal, Eyrolles, Paris 2013

GRONEMEYER, Reimer : Die Entfernung vom Wolfsrudel – Über den drohenden Krieg der Jungen gegen die Alten, Claassen, Düsseldorf 1990

GRONEMEYER, Reimer : Die 10 Gebote des 21. Jahrhunderts – Moral und Ethik für ein neues Zeitalter, Econ Verlag, Munich 1999

SAFRANSKI, Rüdiger : Romantik – Eine deutsche Affäre, Hanser, Munich 2007

CONTZEN, Angela C. : Die Symbole des Westens – Von Bildern, die unser Denken prägen, Scorpio Verlag, Berlin – Munich 2010

KATHOLISCHE SOZIALAKADEMIE ÖSTERREICHS (éd.) : Sozialwort des Ökumenischen Rates der Kirchen in Österreich, Vienne 2004

PAPE JEAN PAUL II : Encycliques « Centesimus annus » et « Familiaris consortio »

ALT, Franz : Frieden ist möglich – Die Politik der Bergpredigt, Piper, Munich 1983

JENNER, Gero : Das Ende des Kapitalismus, Fischer, Francfort-sur-le-Main 1999

ALTNER, Günter : Die große Kollision – Mensch und Natur, Verlag Styria, Graz 1987

SÖLLE, Dorothee, SCHOTTROF, Luise : Den Himmel erden, dtv, Munich 1996